

PRENUMERATA

w Parzy i na prowincji:
 KWARTALNIE..... 1 fr.
 PÓŁROCZNE..... 8 fr.
 ROCZNIE 15 fr.

Zagranicq :
 ROCZNIE 18 fr.

TELEFON :
TRUDAIN 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAÎSSANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:
 TROIS MOIS..... 4 fr.
 SIX MOIS..... 8 fr.
 UN AN..... 15 fr.

Etranger :
 UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE :
TRUDAIN 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LA POLOGNE À LA SORBONNE

Depuis que le conflit mondial a remis à l'ordre du jour la question polonaise, nombreuses ont été, aussi bien à Paris qu'en province, les conférences et les réunions publiques organisées en l'honneur de la Pologne. Mais aucune de ces manifestations n'a été aussi imposante que celle qui vient d'avoir lieu jeudi, le 5 courant, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne par les soins du Comité « l'Effort de la France et de ses Alliés ».

L'éminent secrétaire général du Comité, M. Paul Labbé, dont les sympathies pour la cause de la Pologne sont suffisamment connues, a su donner à cette séance tout l'éclat voulu.

C'était M. Stéphen Pichon, sénateur, ancien ministre des Affaires Etrangères, qui présidait. Il avait à sa droite le colonel Renault qui représentait M. le Président de la République et M. Georges Leygues, ancien ministre, Président de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre des Députés. A sa gauche avaient pris place MM. Denys Cochin, Sous-Secrétaire d'Etat et Bracke, député de la Seine.

Une foule de plus de deux mille personnes remplissait l'immense vaisseau de la Sorbonne. On remarquait parmi l'assistance une quantité de personnalités du monde officiel.

Le corps diplomatique était représenté par M. Sébastopoulo, qui assume depuis le départ de M. Izvolsky les fonctions de délégué du Gouvernement provisoire de Russie auprès de la République Française, M. le marquis Salvago Raggi, ambassadeur d'Italie, M. Vesnitch, ambassadeur de Serbie, M. le comte de Gaiffier-d'Hestroy, ambassadeur de Belgique, M. de Margerie, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires Etrangères, M. Beau, ambassadeur de France à Berne, et M. Gérard, ancien ambassadeur de France au Japon.

Deux officiers supérieurs délégués par MM. les Ministres de la Guerre et de la Marine ainsi que le colonel Herqué, représentant du général Dubail, Gouverneur militaire de Paris, avaient pris également place sur l'estrade. On y remarquait aussi de nombreux membres de l'Institut : MM. Bertin, Lyon-Caen, Lépine et d'autres ainsi que Mgr Baudrillart, recteur de l'Université Catholique de Paris.

La Mission militaire franco-polonaise était représentée par le général Archinard, chef de la Mission, et son adjoint, le colonel Mokiejewski.

Après que la Musique du 23^e Territorial, sous la direction de son chef, M. Dejean, eut exécuté l'hymne polonais et la Marseillaise, M. Paul Labbé donna lecture de deux télégrammes envoyés l'un par la Section nationale du Comité Central polonais de Chicago et l'autre par MM. Taft, ancien président des Etats-Unis et Hadley, président de

l'Université de Yale, ainsi que des réponses que le Comité « l'Effort de la France et de ses Alliés » se proposait d'envoyer à ces dépêches. Nous publions dans le présent numéro le texte *in-extenso* des télégrammes et des réponses.

Discours de M. Stéphen Pichon.

M. Pichon commence par rappeler les sentiments qu'évoque la Pologne au cœur de tout Français.

« La Pologne ! dit-il, quel est le Français qui ne sait ce qu'il y a dans ce nom de grandeur, d'iniquités, de douleurs et d'espérances ! Quel est celui chez lequel il n'éveille au fond de l'âme des sentiments d'admiration, de tristesse et de sympathie ? Qui d'entre nous ne porte pas au cœur la meurtrissure infligée à l'humanité par les machinations odieuses qui ont fait de la patrie de Sobieski la proie de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie ?

« Qui, dans cette salle voisine du Collège de France, ne se souvient des innombrables leçons que Michelet, Quinet et Mickiewicz donnèrent, aux derniers jours de la monarchie française, à des auditeurs qui acclamaient en eux les vainqueurs du droit aboli et les apôtres de la résurrection.

« La Pologne ! C'est, pour nous tous, le symbole d'une nation vaincue, partagée, spoliée martyrisée, traquée par ses vainqueurs dans tous ses refuges, cherchant vainement à réunir ses membres dispersés pour renaître à la vie, représentée par ses volontaires sur tous les champs de bataille où ils ont l'espoir de triompher de leurs maîtres, s'insurgeant sans relâche dans son agonie pour la restauration de son antique puissance, bravant dans la personne de ses enfants les plus modestes, comme les plus illustres la persécution, l'exil, la ruine et la mort, attentive à tous les bruits de liberté qui lui viennent des grands mouvements populaires, croyant en elle avec une indomptable foi, croyant en nous avec constance à l'heure même où, des nécessités de salut nous unissant contre un commun péril à ses dominateurs impitoyables, elle pouvait — oh bien injustement ! — douter de notre dévouement fidèle. »

Après avoir énuméré les efforts de la Pologne dans la lutte qu'elle soutint d'une part contre le germanisme dans la personne des chevaliers de l'Ordre Teutonique et d'autre part contre la barbarie orientale, lutte dont elle sortit aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles victorieuse en faisant partout triompher la cause de la civilisation, M. Pichon rappelle la camaraderie de La Fayette et de Kosciuszko sur les champs de bataille où naissait la République des Etats-Unis d'Amérique, la gloire conquise au XIX^e siècle sous les drapeaux de la Grande Armée, puis les épreuves subies avec la France, aux jours de l'Année terrible dans des combats désespérés et enfin la fraternité d'armes pratiquée avec les troupes alliées dans la plus meurtrière des guerres pour le salut du monde entier.

« Ta gloire est ma gloire, disait Michelet au peuple polonais debout contre ses oppresseurs. Allons ensemble au sacrifice, et nous entraînerons le monde. Qu'il suive en nous l'avant-garde de la Fraternité humaine ! » L'univers n'est pas loin de répondre à cet appel du Grand Voyant de l'Histoire. On cherchera bientôt sur la planète le peuple resté à l'écart du terrible drame où se décidera pour un long temps l'avenir de l'Humanité.

« Comment nous, qui avons pour programme de populariser l'effort de la France et de ses alliés dans cette crise de libération et de justice, aurions-nous donc pu garder le silence sur la Pologne ? C'est autre chose, pour nous, que la province mutilée d'un territoire auquel la violence l'a incorporée et que la loi des traités maintient parmi les puissances alliées, c'est l'incarnation d'une race qui a sa personnalité, ses traditions, sa langue, son art, sa littérature, sa science, qui a marqué avec éclat sa place dans

l'histoire, qui combat pour la reconstitution de son intégrité, qui a le droit de fixer elle-même sa destinée et qui en a reçu, d'ailleurs, l'assurance de l'Etat nouvellement émancipé dont le despotisme héréditaire fut parmi les initiateurs de son morcellement et de sa compression ! »

Puis, M. Pichon présente à l'assistance les orateurs qui prendront successivement la parole. M. Georges Leygues, président de la Commission des affaires extérieures de la Chambre, qui se charge de dire « ce que cette nation meurtrie nous doit et ce que nous lui devons, ce qu'elle fait pour nous et ce que nous sommes tenus de faire pour elle ». M. Denys Cochin, l'honneur du libéralisme français, comme l'appela un jour à la tribune du Palais Bourbon M. Stéphen Pichon (ce n'était pas certes pour flatter le pouvoir, car il était ministre à cette époque et Denys Cochin le critiquait au nom de l'opposition), qui « ajoutera l'autorité de la parole gouvernementale à celle du conférencier ». Enfin M. Bracke, député socialiste de la Seine, qui « attestant l'honneur des coeurs dans un sujet où toutes les divisions disparaissent et toutes les nuances s'effacent » associera son parti à cette émouvante manifestation.

L'éminent orateur termine en unissant dans une même pensée les Polonais et les Alsaciens-Lorrains qui, dit-il, « partageant à nos yeux la fraternité du malheur ont droit aux mêmes réparations d'une iniquité qui, en provoquant des revendications imprescriptibles, a créé de perpétuelles menaces de guerre dans un monde où les appétits de conquêtes, encouragés par le succès, subsistent et où la paix sera précaire tant que la Justice ne sera qu'un mot ». Puis, faisant allusion au Président Wilson, dont la première parole, en intervenant aux côtés des Alliés, a été pour la résurrection de la Pologne et le retour de l'Alsace-Lorraine à sa patrie d'élection, il conclut en proposant un solennel hommage « au successeur glorieux de Washington, qui accourt à nous pour prendre rang parmi les Libérateurs de l'Ancien Monde, comme La Fayette et Kosciuszko accourraient sur les champs de bataille d'Amérique pour prendre rang parmi les créateurs du Monde Nouveau ».

La conférence de M. Georges Leygues.

Dans un exposé magistral de la question polonoise, exposé très documenté et empreint de l'éloquence vibrante dont il est coutumier, M. Georges Leygues a démontré comment un peuple pouvait renaître quand il gardait « intact dans son cœur le trésor sacré des forces spirituelles et des vertus nationales ». Il a expliqué pourquoi la reconstitution de la Pologne unifiée, indépendante et souveraine était une des conditions nécessaires de l'établissement d'une paix durable et solide. Il fait d'abord un bref aperçu

de l'histoire politique de la Pologne qui « arrivée à un point de civilisation plus avancé que les États voisins se donne des institutions qui seront son honneur, mais qui, hélas! ayant dévié plus tard, consommeront sa ruine. Elle a une monarchie élective à l'heure où se constitue en Prusse la monarchie héréditaire et militaire. La noblesse polonaise discute et discute à l'heure où la noblesse de Prusse obéit et sert. La Pologne s'affrite et s'affaiblit à l'heure où se fortifie, par des agrandissements successifs, la puissance de l'Autriche et la puissance de la Russie. »

Puis, après avoir souligné l'importance de la victoire de Grünwald où les Polonais brisent la puissance germanique et interrompent pendant quatre siècles la réalisation du rêve allemand d'une poussée victorieuse vers l'est, le conférencier retrace à grands traits l'évolution qui se produisit au xv^e siècle au sein de la noblesse polonaise. Il montre, comment cette noblesse était formée de différentes catégories : « la noblesse en sabots qui vivait comme les paysans cultivant quelques arpents de terre, la noblesse nue, c'est-à-dire les nobles gueux n'ayant guère que leurs bras qu'ils pouvaient mettre au service d'autres nobles et enfin la noblesse plus aisée qui joue un rôle important dans les diètes, qui fournit les députés et remplit les assemblées de ses motions. »

Cette dernière catégorie de la noblesse joue un rôle décisif dans l'histoire de la Pologne. A partir du traité de Thorn, qui livrait à la Pologne les bouches de la Vistule, « elle fait valoir ses revendications qui deviennent de plus en plus pressantes à mesure qu'elle sent qu'on a besoin de son concours ». Puis, M. Georges Leygues montre le déclin de l'autorité royale. La monarchie, d'absolue qu'elle était au début, devient dans la suite élective. Le roi ne dispose plus que d'une ombre de pouvoir : il ne peut pas lever de troupes, déclarer la guerre, signer des traités, recevoir des ambassadeurs, se marier ou divorcer à sa volonté, disposer de ses biens, choisir son successeur. Si on ajoute à cela l'institution de ce qu'on appelait le *liberum veto*, c'est-à-dire le droit absolu pour tous les membres de la diète, pour chacun d'eux de faire obstacle par son seul suffrage à la volonté de tous, on arrive, selon le conférencier, à établir les causes décisives du déclin de la Pologne.

« La Pologne, dit-il, était en proie à l'anarchie — le mot n'est pas trop fort — et à un individualisme sans frein. Elle avait des légions vaillantes, mais pas d'armes ; elle n'avait pas de marine, pas de forts, pas de frontières naturelles. Dans ces conditions, devenue le champ de bataille et le champ des intrigues de tous les peuples du Nord, elle n'était pas assez forte pour résister à ses voisins ; elle était trop loyale, ajoute-t-il, pour lutter de perfidie et de ruse avec l'Autriche et avec la Prusse. »

Ici, M. Georges Leygues s'attache à démontrer le rôle prépondérant qu'a joué la Prusse dans le partage de la Pologne. C'est elle qui l'a prémedité et médité.

« Dès 1768, lorsque Frédéric II vit les armées de la Russie aux prises avec les hordes turques et les légions polonaises, il entre en scène, et veut réaliser son rêve toujours poursuivi, réunir la Poméranie au Brandebourg, la Prusse orientale à la Prusse polonaise. Cette opération était un acte de brigandage, mais Frédéric n'était pas homme à s'arrêter devant l'obstacle. Il ne se croyait cependant pas assez fort pour accomplir le coup lui-même ; il lui fallait un allié ; il en chercha un qui s'offrit de lui-même ; l'Autriche, qui déjà se sentait menacée par la Russie, offrit son concours et, pour être assurée d'avoir l'amitié de la Prusse, elle alla jusqu'à renoncer à la Silésie qui lui avait été arrachée quelques années auparavant. L'Autriche apportait un concours précieux ; mais le roi de Prusse estima que ce concours n'était pas suffisant et que, si la Russie entrat en scène et venait au secours de la Pologne, son opération pourrait échouer. Il s'visa alors d'un expédient qui est devenu courant dans la diplomatie allemande depuis cette date : il fabriqua un faux dossier. Il imagina un plan d'alliance entre l'Autriche et la Russie contre la Turquie ; à ce plan d'alliance était annexé un plan de démembrément de la Pologne. Car, si l'Autriche

et la Russie, alliées contre les Turcs, devaient consentir des sacrifices, il était naturel qu'elles obtinssent une compensation ; c'était sur la Pologne qu'on devait se payer.

En faisant transmettre ce document, Frédéric II insinuait que, pour son courtage, il se réservait une partie de la Pologne. C'était un guet-apens. La Russie ajourna sa réponse. Elle ne voulait pas tremper dans ce complot, mais il se passa ce qui s'est passé il y a trois ans. L'Autriche, d'accord avec la Prusse, mobilisa immédiatement et occupa une partie de la Pologne.

« Le sort de la Pologne était fixé. Catherine II fit dire que si l'Autriche et la Prusse prenaient des terres polonaises, elle consentirait à en prendre aussi. C'était le dernier mot, et alors s'est produit ce qu'on pourrait appeler la curée. Frédéric II se précipite sur la Pologne et, renouvelant des procédés déjà anciens et que nous avons vus se répéter avec Guillaume et par ses hordes qui déshonorent l'Europe, il envahit la Pologne, enlève 7.000 jeunes filles polonaises et les jeunes gens en âge de porter les armes. Ce n'est pas assez. Il donne l'ordre à ses diplomates de glisser dans ses archives des papiers qui démontrent le bon droit, le bien fondé de l'action de la Prusse et ses droits anciens sur les provinces qu'il va arracher à la Pologne. »

Instigateur du premier démembrément, Frédéric II fut aussi l'artisan des deux suivants. Il tenait absolument à arracher à la Pologne les provinces qui lui restaient et effacer son nom de la carte de l'Europe. Il y arriva, en décidant ses complices par une série de ruses à achever la moribonde.

« Le malheur, dit M. Georges Leygues, avait mûri la Pologne. Elle s'était rénovée. La Prusse la poussa dans la voie de la renaissance et des réformes. Elle lui conseilla de se donner une bonne constitution. Elle l'y aida et signa avec elle un traité d'alliance. Mais, cela fait, elle la poussa perfidement à toutes les manifestations qui pouvaient, en Russie, provoquer de l'inquiétude. Puis, espérant maintenir la rupture qui se produisit, dès que les armées russes marchèrent sur la Pologne, Frédéric II déchira son traité comme un chiffon de papier, déjà ! et livra ses alliés à la Russie. Il est un mot qu'il faut retenir. Frédéric II a écrit dans ses mémoires les lignes suivantes : L'Autriche et la Russie étant d'accord avec la Prusse, il n'y a plus aucun obstacle au partage de la Pologne... »

Après avoir exposé les principaux faits qui amènèrent la chute de la Pologne, M. Georges Leygues montra ensuite comment elle s'était relevée.

« La Pologne, dit-il, a déjoué les calculs de toutes les chancelleries. Elle a refusé de reconnaître le partage comme un fait accompli et surtout comme un acte légitime. Par sa protestation au nom du droit, on peut dire qu'elle a créé un nouveau droit international. »

Mais c'est surtout par le progrès intellectuel, social et économique que la Pologne a maintenu son rang de grande nation et assuré son relèvement. Ici, le conférencier cite une série de chiffres à l'appui de son exposé. Il s'attache tout particulièrement à dépeindre la ténacité des populations posnaniennes et silésiennes résistant victorieusement à tous les attentats de la législation prussienne. Ni la loi de colonisation de 1886, ni celle d'expropriation de 1908 ne purent en venir à bout : elles n'eurent pas plus de succès l'une que l'autre. Elles échouèrent devant la ténacité et le patriotisme du peuple polonais. Elles eurent simplement pour résultat de soulever la réprobation universelle, car rien de semblable ne s'était encore produit dans l'histoire. Après avoir arraché aux Polonais leur nationalité, leur nom, leur langue, la Prusse voulait encore leur enlever la terre.

« Elle voulait faire de ce peuple si vaillant un peuple de parias errant à travers le monde sans patrie et sans foyer pour le punir du seul crime d'avoir jusqu'à la mort aimé le berceau, la terre et le tombeau des aïeux. »

Mais tout ce plan machiavélique eut un effet contraire. Il ne contribua qu'à réveiller le sentiment patriotique dans les masses profondes du peuple polonais. On vit dans des chaumières le portrait de Bismarck à côté de celui du pape et de Kosciuszko. Quand on en demandait la raison, le paysan polonais répondait qu'il tenait à ne pas oublier Bismarck, car c'était lui qui lui avait révélé la patrie et lui avait appris à aimer la terre polonaise.

Puis, M. Georges Leygues aborde la question de l'avenir de la Pologne.

« Quel avenir ? Celui qu'ont rêvé pendant trente ou quarante ans les hommes qui ont été les représentants de la Pologne morcelée, l'avenir que le paysan polonais entrevoit dans ses rêves, cet avenir va se réaliser. Aucun d'eux ne pouvait prévoir le cataclysme formidable dans lequel nous sommes acteurs et témoins et d'où va surgir la réalisation de ce songe magnifique. Tous les belligérants ont pris parti dans la question de Pologne, les empires du Centre et les Alliés. Les premiers ont procédé comme à un quatrième partage de la Pologne. Ils essaient d'en constituer un royaume illusoire à la tête duquel s'ils le trouvent, ils mettraient un fantôme de roi. Au fond, ils veulent faire de la Pologne la colonne, le point d'appui du Mittel Europa, une sorte de combinaison politique et économique qui assurerait, si elle se réalisait, l'hégémonie de l'Allemagne. Les Alliés ont pris le contre-pied de cette idée. Ils veulent la reconstitution de la Pologne par le triomphe du principe des nationalités, par la proclamation du droit imprescriptible de tous les peuples de se gouverner eux-mêmes. »

Pour terminer, le conférencier dit quelques mots sur la question de l'armée polonaise dont les journaux ont déjà entretenu le public.

« La constitution d'une armée polonaise est un fait d'une grande signification. Les gouvernements alliés ont compris la grande portée juridique de la création d'une armée polonaise vivante, agissant à l'heure où la nationalité à laquelle elle appartient se dégage et renait à la vie. Voilà le point juridique posé. Inutile d'en dire plus long. Quant à la France, en dehors de tout intérêt personnel, elle se félicite et s'honneure d'avoir renoué les glorieuses traditions de jadis, alors que les vaillantes légions polonaises combattaient dans les armées de la Révolution et de l'Empire, et d'avoir joint des bataillons nouveaux à ceux qui luttent déjà pour la liberté et pour le droit. »

Allocution de M. Bracke, député de Paris :

Après la conférence très documentée de M. Georges Leygues, M. Bracke est venu dans une vibrante allocution exposer le point de vue de son parti sur la question polonaise.

« La reconstitution de la Pologne, a-t-il déclaré, a toujours été l'un des objectifs principaux de toute la démocratie internationale et particulièrement de la démocratie socialiste. C'est pourquoi nous avons le droit d'en parler ici et nous remercions les organisateurs de cette conférence d'avoir permis à notre parti de prendre la parole aujourd'hui.

« Dès le début de cette guerre qui va de plus en plus affirmer son caractère, se dépouillant de tous les éléments étrangers, de tout ce qui pouvait rester du vieil esprit de conquête, du vieil esprit de conflit, qui devient de plus en plus la lutte des démocraties pour la libération des peuples, dès le premier jour, M. Leygues l'a dit, la question de la Pologne s'est posée. »

Il rappelle ensuite les inquiétudes et les soucis nés de l'intention prêtée aux ennemis d'essayer de substituer à l'œuvre de reconstitution polonaise une fausse autonomie, une fausse unité. Il attire l'attention sur les fluctuations qui se produisirent à ce sujet et aux mouvements d'opinion auxquels elles donnèrent lieu. Mais qu'est-il arrivé ?

« Il est arrivé que dans cette guerre où le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes s'est affirmé d'une façon éclatante, la nation russe, dès qu'elle est devenue maîtresse de ses destinées, a considéré que son premier devoir était de refaire une Pologne une, indépendante et entière et, pour cela de remettre à cette Pologne les immenses territoires que le gouvernement despote russe s'était adjugés en prenant ce qui ne lui appartenait pas. Elle a dit à la Pologne et au monde entier que les empires de proie eux aussi devront rendre leur part. »

« De même que la Russie a rendu à l'unité polonaise les parties de la Pologne qui lui avaient été adjointes, il faudra que les empires du centre lâchent les lambeaux de patrie qu'ils ont arrachés par la violence. »

« C'est ainsi que la démarche de la Russie révolutionnaire, au jour même de sa naissance, en faveur de la Pologne,

est une garantie de ce qui sera fait par les nations alliées, par la société des nations sortant de la victoire pour la reconstitution de l'unité française, en rendant à la France l'Alsace et la Lorraine qu'elle réclame. Cet engagement qu'elle a pris, la Russie révolutionnaire est en train de le réaliser. L'offensive qu'elle vient de prendre montre qu'elle comprend que son devoir et non pas seulement de dire à la Pologne : « Reprends ce qui est à toi », mais d'ajouter : « Je vais t'y aider et, pour cela, mettre mon armée, l'armée de la révolution, à ton service. »

Puis, M. Bracke parle de la Pologne nouvelle. de la Pologne de demain, de cette Pologne qui est arrivée à la forme la plus moderne des Etats actuels. Elle a non seulement une classe paysanne vaillante, mais il s'y forme une bourgeoisie et un prolétariat dans des énormes villes comme celle de Lodz ou des ateliers immenses comme ceux de Czenstochowa.

« Sans doute, dit en terminant le député de Paris, la Pologne quand elle reviendra n'échappera pas aux difficultés et aux luttes entre ces divers éléments. Il ne faut pas nous leurrer sur ce point. Mais il faut considérer que c'est là précisément l'un des éléments du progrès et que cette action, en forgeant une société nouvelle, prépare de meilleurs moments, de meilleures siècles pour l'humanité.

« C'est cette nouvelle Pologne que nous venons saluer ici. »

Discours de M. Denys Cochin, député, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères.

Les paroles de M. Denys Cochin ont produit une impression profonde sur toute l'assistance non seulement à cause de leur éloquence et de la grâce exquise avec laquelle elles ont été prononcées mais aussi pour l'importance qu'on leur attribuait à cause du caractère officiel dont était revêtu l'orateur.

Il commença par déclarer que si la France, dans la lutte terrible qu'elle soutient pour tant de bonnes et justes causes, était capable d'oublier la cause de la Pologne, elle aurait oublié l'une de ses plus profondes et de ses plus vivantes traditions. De tout temps cette cause lui a été chère.

« La Pologne!... mon ami Bracke racontait hier, il ne se fâchera pas de mon indiscret, que la passion pour la Pologne était si enracinée chez Blanqui, il en parlait si souvent, que ses plus fidèles disciples en plaisantaient et disaient : « Il nous mènera à la révolution sociale en France aux cris de Vive la Pologne. »

Mais cette sympathie, cette passion pour la Pologne existait aussi dans l'ancienne France. Colbert disait : « Quand il s'agit de trouver des millions pour la Pologne, je serais capable de vendre mes biens, d'engager ensuite ceux de ma femme et de mes enfants, d'aller à pied toute ma vie pour lui en fournir. » Au siècle suivant, Choiseul envoyait des secours aux confédérés, des troupes françaises défendaient Cracovie contre Souvorov et plus tard :

« Qui donc, amis et alliés de Pologne, s'occupait d'écrire pour vous une constitution et de fixer les termes un peu vagues et flottants de votre contrat social?

« C'était Jean-Jacques Rousseau.

« Et depuis lors, que d'exploits accomplis en commun ! M. Pichon le disait. Nous avons salué une mesure heureuse qui vient d'être prise. L'armée polonaise a été resuscitée sur la terre de France pour se battre à côté de l'armée française.

« Ce ne sera pas la première fois. Cette armée se souviendra des noms de Dombrowski, de Poniatowski, émules des héros de l'épopée impériale. Elle pourra écrire sur ses drapeaux, en souvenir du passé, les noms de Hondschoote, d'Eylau, de la Moskowa, de Somo-Sierra et, un parisien ne saurait l'oublier, le nom de la barrière de Clichy, car jusqu'au dernier moment les troupes polonaises furent fidèles. »

Puis, M. Denys Cochin reprend le thème développé par M. Georges Leygues sur les imperfections de la vie politique de la Pologne, imperfections qui furent cause de sa chute. Mais ces erreurs, les Polonais ont toujours montré qu'elles n'étaient imposées que par de généreux sentiments et leur vie, leur intelligence, incapable d'entêtement, a toujours été prête à y porter remède.

« Au moment même où s'accomplissait l'abominable partage, où les oiseaux de proie avaient leurs griffes sur elle, la Pologne se donnait une constitution libérale. Il est vrai, la voilà la mauvaise chance, que dans la même année l'auteur de cette constitution partait pour la Sibérie, et pour charmer des loisirs; hélas! trop longs, il emportait des livres français, ceux de Condorcet et de Rousseau. »

Il cite ensuite les grands noms dont les Polonois ont illustré les annales des lettres et des sciences. « Je commettais, dit-il, une faute impardonnable, pendant que je parle des gloires de la Pologne, si sous les voûtes de la Sorbonne, je ne rappelais pas une de nos gloires françaises et, en même temps, une gloire polonaise, Mme Curie. »

L'orateur rappelle qu'en tout temps la Pologne a trouvé de vives amitiés en France. Qui s'en souviendrait mieux que lui?

Il peut, en rappelant les souvenirs de sa jeunesse, évoquer encore devant ses yeux l'image du meilleur et en même temps du plus illustre ami de son père, qui s'appelait Charles de Montalembert. Il a été élevé dans le culte, dans le respect de Montalembert et de Lacordaire; dans le respect également et souvent avec les leçons de l'éminent philosophe, le père Gratry qui a prononcé une parole digne qu'on s'en souvint. Il a dit : « Depuis le partage de la Pologne, l'Europe est en état de péché mortel. »

En cherchant plus haut encore, parmi ses impressions de petit enfant, M. Denys Cochin a le souvenir d'un des derniers défenseurs de la Pologne, dans les dernières insurrections, le souvenir du vieux général Zamoyski.

« Lorsque je voyais dans la cour errer un cheval gris, c'est que le général venait faire visite à mes parents. J'oubliais alors mes thèmes et mes multiplications et, les yeux collés aux vitres, j'attendais le retour du vieux cavalier. Mes parents m'avaient dit : C'est un héros. »

Après avoir énuméré les efforts que les Alliés multiplient depuis bientôt trois ans pour la cause de la libération des peuples, M. Denys Cochin termine par la déclaration suivante :

Si après cette longue et terrible épreuve, la nation polonaise ne devait plus retrouver son indépendance et sa souveraineté ; si ses trois tronçons n'étaient pas réunis, avec un accès donné au rivage de la mer ; si cet Etat ne devait pas renaitre en Europe avec assez de force pour devenir un élément essentiel d'équilibre et de paix durable, alors les promesses faites au monde civilisé par la France et les Alliés ne seraient pas tenues. Alors l'espérance qui a rangé à côté de nos armées celles de tous les peuples libres serait déçue. Mais l'œuvre de justice s'accomplira tout entière. »

Après le discours de M. Denys Cochin, M. Stephen Pichon a pris encore une fois la parole :

« Vous estimerez, comme moi, j'en suis certain, qu'il n'y a rien à ajouter aux paroles que vous venez d'entendre; elles se résument, j'ai le droit de le dire, dans la déclaration qui vient d'être faite par M. Denys Cochin, au nom du Gouvernement. Cette déclaration ira au cœur de tous les Polonais en l'honneur desquels cette manifestation est organisée.

« Elle signifie que la reconstitution de la Pologne unie, indépendante et intégrale fait partie du tribut de guerre qui sera imposé par les Pays alliés; elle signifie, comme l'a dit M. Georges Ley-

gues, que la cause polonaise n'est pas celle d'un peuple, qu'elle n'est pas remise entre les mains de l'une des puissances alliées, qu'elle est internationale, que le droit, la liberté et la justice sont de tous les pays et de tous les temps. (Applaudissements.)

« Elle signifie que nous sommes attachés à cette cause au même titre qu'à celle de tous les pays libres, de tous les pays qui veulent être libres, à celle de l'Alsace-Lorraine, de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie, des revendications des terres italiennes.

« Elle signifie que nous ne désarmerons pas avant d'avoir obtenu cette satisfaction sans laquelle il n'y aurait pas de sécurité en Europe, sans laquelle il n'y aurait pas d'Europe. (Applaudissements.)

« Elle signifie enfin, et ce sera l'enseignement et la leçon de la manifestation d'aujourd'hui, que tous ici tant que nous sommes, nous voulons qu'il en soit ainsi. » (Vifs applaudissements).

Paul DE NIC.

L'Organisation sociale du Royaume de Pologne sous l'occupation austro-allemande

II

Nous avons parlé jusqu'à présent des organisations qui sont nées spontanément pour répondre aux besoins urgents que les événements avaient provoqués. Si l'état d'occupation militaire devait se prolonger ces créations provisoires devaient forcément faire place à des institutions établies légalement et disposant d'une autorité moins sujette à caution. Peu de temps après que les troupes allemandes eurent franchi les frontières du Royaume de Pologne, le gouvernement d'occupation se mit à organiser la vie économique et sociale du pays sur de nouvelles bases. Les motifs qui l'y forçaient étaient multiples. En premier lieu il y avait nécessité urgente de pourvoir aux besoins vitaux d'une contrée populeuse (100 habitants par kilomètre carré) et se trouvant à un niveau relativement élevé de culture et de civilisation. Il est difficile à quelqu'un qui ne connaît pas le pays de se représenter l'immensité du travail à effectuer. Du temps de l'administration russe, dans beaucoup de services publics régnait une incurie allant parfois jusqu'à l'oubli de tous les devoirs. La bureaucratie russe n'avait que trop souvent envisagé le Royaume de Pologne comme un glacis militaire de l'Empire ou comme une colonie à exploiter. Mais cette administration quelque défective qu'elle fut n'en existait pas moins. Après la retraite russe et le départ de tous les fonctionnaires, il resta un vide béant. L'administration militaire de l'envahisseur pourvut aux premières nécessités de nom plutôt que de fait et le pays resta à peu près abandonné à lui-même. Pour remédier au plus pressé on convoqua des conseils municipaux, constitués par voie de nomination. Ce procédé convenait d'autant plus au gouvernement que les cités industrielles où on l'appliqua en premier lieu, ont une population mélangée, dans la composition de laquelle entrent des éléments polonais, juifs et allemands. Il pouvait donc créer sans trop d'arbitraire des organes administratifs recrutés dans la population autochtone et néanmoins tout à sa dévotion. C'est ainsi qu'à Lodz le conseil municipal nommé se composait de 12 Polonais, 12 Allemands et 12 Juifs, quoique la population polonoise y constitue plus de 55 % de la population

totale. A Pabianice pour 12 Allemands il n'y a que 7 Polonais et 4 Juifs ; à Wieluń il y a 4 membres de chaque catégorie; dans les autres villes à l'avant. Il faut noter à cette occasion que les armées d'invasion envisageaient la population juive comme une alliée tacite, peut-être à cause de son jargon où l'allemand prédomine, peut-être aussi à cause de certaines sympathies d'ordre tant matériel que moral, sympathies que la population juive ne dissimulait qu'imparfaitement. Le système d'administration pseudo autonome dura jusqu'à ces derniers temps; ce n'est qu'au cours de l'été de 1916, qu'on procéda au fur et à mesure à l'introduction d'une autonomie effective dans les villes du Royaume de Pologne, sur la base d'un système électoral assez libéralement conçu. Nous en reparlerons plus particulièrement quand il sera question du conseil municipal de Varsovie. Quant à l'administration des districts ou arrondissements elle fut confiée, à mesure que les Allemands s'installaient dans le pays, à des employés civils importés d'Allemagne qui portent le titre de « Kreischef » et sont généralement secondés par un Polonais de Posnanie qui doit leur servir d'interprète et de conseiller (Beirat). Cette organisation à l'allemande donnait au gouvernement d'occupation une forte mainmise sur le pays; elle avait néanmoins, même pour le conquérant, un désavantage notable : celui de n'inspirer qu'une confiance médiocre à la population du territoire. Il était pourtant indispensable que cette confiance devint plus franche. Il ne s'agissait pas seulement de donner le change à l'étranger et de représenter la Pologne comme définitivement gagnée à la cause des empires centraux, mais aussi d'obtenir de la population polonaise une collaboration moins passive et moins méfiaante en matière d'organisation intérieure.

Un seul exemple. On sait à quel point le système des voies de communications était rudimentaire en Pologne sous l'administration russe. Sur l'incurie de l'administration bureaucratique était venue se greffer une idée stratégique qui a été enracinée pendant un demi-siècle comme un dogme indiscutable. L'armée allemande que le manque de route et de voies ferrées n'avait pas réussi à arrêter et pour laquelle la Pologne était devenue un terrain de passage n'en souffrait pas moins de cet état de choses et voulait y remédier. Il en était de même de toutes les questions de réquisitionnements, cantonnements, etc. Or, une autonomie locale jouissant d'une certaine liberté sous l'œil vigilant de l'administration allemande, pouvait rendre de grands services en ces circonstances. Elle dégrèverait l'administration militaire de nombreuses et fastidieuses obligations et tout en lui épargnant des frais considérables, écarterait des conflits avec la population du pays. Aussi élabora-t-on un plan d'autonomie départementale sur le modèle de celle qui est en vigueur en Prusse et on se mit à l'appliquer d'abord dans quelques districts, puis dans un nombre de plus en plus grand. En premier lieu la population se tint sur la réserve de sorte que, pour réaliser son projet, le gouvernement allemand dut employer la menace. Serait possible d'une amende allant jusqu'à 100.000 marks celui qui n'accepterait et n'exercerait pas le mandat de député au conseil général du district. La raison du plus fort se montra encore une fois la meilleure, on dut se soumettre. Mais à mesure que les travaux d'utilité publique et d'organisation intérieure progressaient, la population se sentit entraînée par le courant, car elle entrevoyait dans ce nouveau domaine une occasion de manifester par des actes son patriotisme prévoyant et éclairé. De plus en plus nettement se faisait jour la conviction que le moment où l'Europe en viendrait à régler la question polonaise ne devait pas surprendre les Polonais dans un état d'insuffisante préparation à une vie normale et libre. Aussi les différentes classes de la population entière rivalisèrent-elles de zèle pour récupérer en quelques mois ce que de longues années d'inaction forcée lui avaient fait perdre. L'organisation de l'autonomie départementale est la suivante. Les élections ont lieu d'après l'ancien règlement électoral des communes. Le nombre des députés de chaque district est variable; il est généralement de 20. La compétence des Conseils généraux s'étend : 1^o à l'assistance des pauvres; 2^o aux voies de communications; 3^o à l'hygiène publique; 4^o à d'autres questions économiques. La mise en pratique de ce programme de travail n'est pas égale dans tous les districts. La composition personnelle des conseils généraux influe fortement sur la marche des affaires. Il ne faut pas oublier qu'un grand nombre des citoyens les plus actifs et les plus influents se trouvent soit à l'armée, soit

en Russie. Mais ce qui se manifeste néanmoins partout c'est une ferme volonté de travailler intelligemment au bien du pays. Le gouvernement d'occupation n'est envisagé que comme un facteur passager dont il faut profiter autant que possible et avec lequel il faut compter comme avec une force élémentaire mais non comme avec une autorité qui imposerait des devoirs moraux. La nation polonaise s'organise donc aussi bien que faire se peut, dans des cadres qui lui sont donnés. Les difficultés qu'elle rencontre sont grandes. En dehors de celles qui découlent de l'immensité de la tâche à remplir, il en est une autre non moins grande qui consiste dans la pénurie d'hommes spécialisés pour les fonctions de la vie publique. Aussi considère-t-on le régime autonomique tel qu'il est octroyé actuellement au Royaume de Pologne à un double point de vue : comme un champ d'action pour le présent et comme une école pour l'avenir. Il faut préparer le personnel d'une organisation plus complète. Ce serait une grave faute politique que de ne pas en tirer parti.

Ce sont des considérations du même genre qui ont prévalu dans l'opinion de la majorité des Polonais réfléchis lorsque le gouvernement d'occupation s'est décidé, au printemps de 1916, à introduire à Varsovie un système d'autonomie municipale basé sur le suffrage de la population intéressée. En octroyant cette concession à la ville de Varsovie, les Allemands, autant qu'on peut s'en rendre compte, poursuivaient un double but. D'une part, ils voulaient assurer un fonctionnement normal à l'organisme économique de la cité de l'autre, ils en escomptaient pour eux des avantages politiques. Il s'agissait de créer dans la capitale du pays une représentation parlementaire dont les décisions pouvaient avoir, même en matière purement politique, une certaine portée. On espérait par ce moyen obtenir des votes revêtus de quelque apparence de légalité, que l'on pourrait exploiter sur le terrain de la Quadruple-Entente et en particulier de la Russie. Ce qu'on n'était pas arrivé à obtenir par d'autres moyens on espérait l'atteindre de cette manière : compromettre la Pologne aux yeux des Alliés et la jeter sans défense dans les bras des Empires centraux. Une fois ce résultat obtenu il serait toujours possible de renouer les liens coupés momentanément entre la Russie et l'Allemagne, en faisant, comme on l'avait fait si souvent et avec tant de succès, intervenir le danger polonais. Pour parvenir à ce but il s'agissait d'avoir un conseil municipal assez modéré pour qu'il pût être pris au sérieux, assez radical pour servir plus ou moins inconsciemment les intentions secrètes du gouvernement d'occupation. Le système électoral dont fut dotée la ville de Varsovie, système importé d'Amérique, partage les électeurs en six curies. Quatre sont composées de différents groupements économiques ou corps sociaux constitués; l'une des deux autres comprend tous les électeurs ayant un certain degré d'instruction, la dernière est basée sur le suffrage universel.

(A suivre.)

DÉPÊCHES

Adressées d'Amérique au Comité « l'Effort de la France et de ses Alliés » à l'occasion de la manifestation organisée le 5 juillet à la Sorbonne.

De New-York :

La section nationale du Comité central de Chicago, comprenant toutes les plus importantes associations et organisations polonaises et représentant quatre millions de Polonais établis aux Etats-Unis, nous confie le grand honneur d'envoyer en ce jour mémorable un chaleureux et fraternel salut aux Français amis de la Pologne et en particulier à MM. Stephen Pichon, Denys Cochin, Georges Leygues et Brache.

Aux défenseurs illustres de la cause juste et sacrée de leur lointaine patrie, les Polonais d'Amérique envoient des remerciements émus et leur crient par delà l'Océan : « Honneur aux braves et gloire à la France ».

Signé : PADEREWSKI, président d'honneur,
SMULSKI, président Comité exécutif.

De Newhaven :

Fêtant solennellement l'antique et si patriote Université Yale, nous avons été fiers de recevoir

en même temps que docteur honoraire l'éminent diplomate, écrivain, soldat André Tardieu, haut commissaire de notre noble alliée, la France, le physicien anglais Sir Butcherford, l'ambassadeur Herrick, cher à tous les Français et le célèbre artiste et glorieux patriote polonais Ignace Paderewski. Sommes heureux d'honorer dans leurs personnes les efforts de la France, de la Pologne et des Alliés auxquels, dans le cadre historique de l'illustre Sorbonne, les grands hommes d'Etat français rendront hommage aujourd'hui.

Signé : TAFT, ancien président des Etats-Unis,
HADLEY, président de l'Université Yale.

Réponses

Paderewski et Smulski.

Français réunis en Sorbonne envoient leurs affectueux saluts et remerciements à tous les Polonais d'Amérique. Nous avons célébré hier le jour de l'Indépendance américaine; demain nous célébrerons ensemble l'indépendance de tous les peuples opprimés. Les Alsaciens et les Lorrains rentreront dans la maison maternelle et sur toutes vos villes, sur tous vos villages flotteront vos couleurs nationales, dans la noble Pologne dont la France est la vieille amie et qui, démembrée, mutilée, est restée en dépit du temps et des méchants, une, par la fidélité du cœur, par l'esprit de sacrifice et par la foi dans l'avenir.

STEPHEN PICHON, président du Comité,
PAUL LABBÉ, secrétaire général,

Président Taft et Kadloy, président Université Yale.

Français, Polonais et représentants des autres pays alliés, réunis en Sorbonne en l'honneur de la Pologne, remercient l'illustre Président Taft, l'Université Yale et son éminent président, de leur amicale attention. Notre Comité a organisé hier, jour de l'Indépendance des Etats-Unis, des conférences dans toutes les grandes villes de France pour expliquer à notre peuple, qui le comprend avec une fière émotion, combien les coeurs français et américains sont liés dans le passé par le souvenir, dans l'avenir par l'espérance, dans le présent par le mépris de la mort et par l'amour de l'idéal. Nos deux républiques sœurs marchent fièrement droit devant elles, la main dans la main, n'ayant dans cette lutte contre le mal comme inspiratrice que la vérité, comme moyen que le droit, soutenu par les armes, comme but que la liberté du monde et l'affranchissement des peuples.

STEPHEN PICHON, président du Comité,
PAUL LABBÉ, secrétaire général.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Trois autres membres du Conseil d'Etat provisoire à Varsovie ont démissionné.

Après avoir reçu la réponse connue des Empires centraux à ses postulats du 1^{er} mai, le Conseil d'Etat provisoire a décidé de discuter les conséquences ultérieures de la déclaration des gouvernements occupants. Dans ce but, il a nommé une commission particulière composée de 14 membres du Conseil d'Etat provisoire et de 10 personnes étrangères à ce Conseil. Cette commission n'a pas encore terminé ses travaux. Toutefois, les représentants de la gauche ont résolu de ne plus prendre part aux débats. En même temps, trois représentants de la gauche du Conseil d'Etat provisoire : MM. Jankowski, Arthur Sliwinski et Stolarski ont présenté leur démission. MM. Dzierzbicki et Kunowski ayant déjà démissionné précédemment, le nombre des membres du Conseil d'Etat provisoire est ainsi réduit à 20 sur 25 qu'il comptait au début. Par

conséquent, restent en dehors du Conseil d'Etat provisoire non seulement ces partis qui, depuis le commencement, n'ont pas voulu prendre part à son organisation et qui représentent la grande majorité du pays, mais aussi les groupements de la gauche du Conseil d'Etat qui ne voient plus la possibilité de collaborer à la réalisation du programme national sur la base de l'acte austro-allemand du 5 novembre.

— Le gouvernement autrichien et la misère en Galicie.

Il y a quelques mois le gouvernement autrichien se décida à consacrer un crédit de 300 millions de couronnes à venir en aide aux populations éprouvées par la guerre. Pour le premier trimestre de l'année courante devait être là-dessus alloué un acompte de 90 millions aux divers pays. Cette somme — comme viennent de nous l'apprendre les journaux — a été répartie de telle sorte que Vienne obtint 17 millions, la Bohême 20 millions, la Styrie 12 millions et demi, la Basse-Autriche (à l'exclusion de Vienne) 7 millions, le Tyrol 2 millions, etc., tandis qu'à la Galicie étaient à peine attribués 7 millions et demi, c'est-à-dire 8,4 0/0 du fonds de secours, bien que la population de cette province constitue plus de 28 0/0 de celle de l'Autriche et que la dévastation, par suite du flux et du reflux des armées, y ait atteint des proportions inouïes. De plus, comme on le sait, on a procédé à l'exportation des produits de la Galicie à Vienne, dans les régions occidentales de l'Autriche et même en Allemagne au mépris le plus aveugle des besoins des habitants de ce malheureux pays.

— Mesures répressives contre la jeunesse universitaire de Varsovie.

Les autorités allemandes d'occupation, après la fermeture de l'université et de l'école polytechnique de Varsovie, donnèrent à tous les étudiants non domiciliés d'une manière permanente dans cette ville l'ordre d'en partir avant le 5 juillet.

A ce propos, il convient de signaler que le communiqué de l'agence Wolff au sujet de la fermeture des établissements d'enseignement supérieur de Varsovie n'a pas donné le motif réel de la résistance manifestée par la jeunesse universitaire. Celle-ci a refusé de payer les taxes (écolages) uniquement parce que la questure était aux mains des Allemands; et elle a lutté dès la première heure, elle lutte encore aujourd'hui pour écarter les éléments allemands tant des chaires que de l'administration des hautes écoles.

— Conflit entre le Conseil municipal de Lodz et les autorités allemandes d'occupation.

Après les élections au Conseil municipal, effectuées à Lodz au commencement de l'année courante, les conseillers polonais qui, par suite du système curial, n'étaient parvenus à obtenir que 23 mandats sur 90, bien que la majorité de la population de la ville soit polonaise, s'opposèrent à la mise en activité du Conseil tant que ne serait pas désigné un Polonais comme bourgmestre, et tant que le polonais ne serait pas reconnu comme langue officielle des délibérations et de l'administration municipale. Cette attitude ferme et décidée des membres polonais du Conseil ne resta pas sans effet : elle détermina les autorités à appeler M. Skulski — Polonais — aux fonctions de bourgmestre (M. Schopper, Allemand, fut maintenu comme premier bourgmestre, en vertu du statut électoral de la ville), et à reconnaître ses droits légitimes à la langue polonaise.

Dans les derniers jours de mai eu lieu la première séance du Conseil municipal, dans laquelle le président, M. Sułowski, dans son discours d'inauguration, invita les membres à un labeur énergique pour le bien de la ville et de la nation tout entière, labeur qui contribuerait à reconstruire un Etat polonais indépendant, embrassant toute la nation polonaise. Immédiatement le Conseil se mit à l'œuvre, et parmi les motions qui lui furent soumises se trouvait un projet d'initiative pour la convocation d'un Congrès de

délégués des Conseils municipaux de tout le Royaume de Pologne. A une des séances subséquentes fut en outre portée une interpellation sur le mode d'application de la loi dite de « lutte contre l'aversion pour le travail », dont le but principal est, comme on le sait, de contraindre les ouvriers polonais à accepter le travail des mains des autorités d'occupation, soit dans le pays, soit en Allemagne. Les autorités virent dans cette interpellation « une critique, légalement inadmissible, de leurs prescriptions et une intention, non moins illégale, d'exercer une pression sur les dépositaires de l'autorité publique ».

Cette manière d'agir du Conseil municipal détermina M. Lohrss, président de la police de Lodz, à adresser au président du Conseil municipal une note très étendue dans laquelle ce fonctionnaire allemand s'efforça de démontrer que le Conseil municipal avait outrepassé ses attributions, et où conjointement il lui défendait de mettre à l'ordre du jour de sa séance plénière les motions et interpellations qu'on vient de mentionner. D'après les ordres du président de la police, il devait être donné connaissance de cette note en polonais et en allemand. M. Sułowski, président du Conseil municipal, ne l'a fait qu'en polonais, après quoi il déclara que, en exécution de la note, il se voyait forcé de retirer de l'ordre du jour les questions suivantes : organisation d'une commission en vue d'élaborer un statut pour une union des villes; organisation d'une police à Lodz; interpellation sur la question des ouvriers envoyés à des travaux forcés. Puis le président donna lecture d'une protestation signée d'un groupe très nombreux de conseillers, lesquels quittèrent la salle des séances aussitôt après cette lecture, en présence de quoi M. Sułowski déclara que la séance était levée.

— Les autorités allemandes d'occupation et la Légion dans le Royaume de Pologne.

Le département de la force armée polonaise (Abteilung für polnische Wehrmacht) auprès du gouvernement général de Varsovie a déclaré que les camps d'exercice n° 1 et 5, constitués des régiments de l'ancienne brigade de la Légion, étaient impropre à former les cadres de l'armée polonaise. Ces camps ont donc été supprimés et les officiers et sous-officiers qui en faisaient partie affectés de nouveau à leurs régiments. En même temps le colonel Roja, récemment nommé commandant de la III^e brigade de la Légion, a demandé d'être déchargé de cette fonction « pour des causes essentielles ». Le 30 juin fut aussi abolie par les autorités allemandes l'intendance de la Légion.

On ne saisira bien la portée des informations ci-dessus que si l'on se rappelle que la I^e brigade de la Légion a été formée par les organisations militaires de la jeunesse radicale et socialiste qui, depuis quelques mois a adopté une attitude d'opposition à l'égard des visées allemandes quant à l'emploi éventuel de l'armée polonaise par les Empires centraux. Cette jeunesse se trouve toujours sous l'influence morale du général Piłsudski, commandant de la I^e brigade, personnalité dont le colonel Roja est aussi un ardent partisan.

— Confiscation d'une imprimerie à Varsovie.

Il y a quelque temps les autorités allemandes effectuèrent des perquisitions à l'imprimerie Kamiński à Varsovie et découvrirent des indices que des imprimés illégaux sortaient en quantité de cette maison ; entre autres des écrits de l'organisation militaire polonaise (organisation créée par le brigadier Piłsudski et les éléments radicaux qui s'en rapprochent) M. Kamiński, propriétaire de l'imprimerie, fut arrêté, mais remis en liberté peu de temps après. Par contre son établissement fut fermé, puis complètement détruit. On transporta en Allemagne toutes les machines et tous les caractères d'imprimerie. A titre de punition on ne paya pas un sou d'indemnité au patron et on ne lui donna pas même quittance du matériel confisqué.

BULLETIN

• Hommage aux Polonais des États-Unis.

L'enthousiasme avec lequel les Polonais des États-Unis appuyèrent le premier emprunt de guerre américain (Liberty Loan Bonds), sera un de ces facteurs qui détermineront la réalisation définitive de l'indépendance et de l'unité polonaises. Les Polonais d'Amérique profitent de chaque occasion pour prouver leur grande loyauté envers les États-Unis.

Pour remercier les citoyens polonais de leur

attitude et de l'appui qu'ils ont prêté à l'Emprunt dit de Liberté, le secrétaire des finances, M. Mac Adoo, par l'intermédiaire de M. R. W. Wooley, a communiqué à la « Associated Polish Press » de Washington une lettre de remerciements. Dans cette lettre le Département des Finances exprime ses remerciements les plus fervents (most fervently) pour les services rendus par la presse polonaise, et aussi pour les résultats acquis.

« Les journaux de langue polonaise de ce pays (États-Unis) — lisons-nous dans ce document — ont coopéré avec nous avec un très grand empressement dans la publication d'articles de tête, d'appels et d'une foule d'informations venant de leur propre initiative. Quelques-uns sont allés plus loin et ils ont offert gracieusement leurs colonnes à la disposition du Département des Finances. Nous sommes persuadés que les Américains de naissance ou d'origine polonaises participèrent dans le dernier emprunt joyeusement et de leur bon gré. »

Cette déclaration est très importante pour nous, car elle signifie que la cause polonaise gagne la sympathie de la finance aux États-Unis. Déjà auparavant l'attitude franche, loyale et désintéressée des Polonais a vivement impressionné les départements de la Guerre, de la Marine et d'État.

• Les partis interventionnistes italiens et la Société des nations.

Les partis interventionnistes italiens ont tenu ces jours derniers leur congrès national.

A la dernière séance comme on discutait les buts de la guerre, la victoire est restée aux courants antinationalistes et antiimpérialistes. Il s'est trouvé une majorité pour proclamer le principe que la guerre doit conduire à l'unité des nations, des nations de l'Europe libérées et restaurées dans leurs droits avec l'élimination du militarisme et de tout esprit d'oppression.

Les buts de la guerre ont été résumés comme suit :

1. Réintégration territoriale des pays envahis.
2. Indemnisation des dommages subis par ces pays en raison de l'invasion.
3. Intégrité des nations qui comme la France, l'Italie et la Roumanie ont une partie de leur territoire sous la domination étrangère.
4. Reconstitution en nations indépendantes de la Pologne, de l'Arménie et d'une façon générale de tous les peuples démembrés et assujettis à la domination étrangère, même dans le cas où ils seraient artificiellement réunis dans une aggrégation d'Etats.

Le congrès a en outre reconnu l'existence d'autres problèmes : systématisation des zones à population mélangée, liberté des mers, désarmement, colonies, etc., lesquels peuvent être résolus seulement par la conclusion entre les peuples d'un pacte permanent qui les unisse en une libre fédération, même sans le concours des nations qui se refuseraient à y adhérer.

C'est de cette manière que pourra être réalisé l'idéal, proclamé par le président Wilson et par la République française, de constituer une société des nations.

• « Trente mille Polonais ont été pendus... »

Ce sont les mots que le député polonais Daszyński a prononcés dans la séance tumultueuse du 14 juin, à la Chambre des députés autrichienne.

Plus de trente mille Polonais ont été pendus par les autorités allemandes. Les employés de chemins de fer ont été particulièrement persécutés, sous prétexte qu'ils étaient cause de la défaite austro-allemande en Galicie. M. Daszyński se tourna alors vers le bourreau officiel, l'Allemand Heine, qui avait dit à une séance précédente qu'on ne pendrait jamais assez de slaves, pour lui demander ce qu'il en pensait. Le but poursuivi est clair, ajouta-t-il : la suppression de la population polonaise. Qu'on en prenne acte : le voile de la traîtresse allemande ne s'est pas seulement déchiré : il est en lambeaux.

GRÜNWALD

[Le 15 juillet 1410]

Les événements actuels jettent l'oubli sur tout le passé. Et cependant la date mémorable du 15 juillet 1410 mérite d'être rappelée. Cette victoire éclatante des armes polonaises a retardé près de quatre siècles l'expansion de la Prusse. La bataille de Grünwald a permis à la Pologne de vivre en paix pendant de longues années. A cette époque déjà, la Pologne avait rempli sa mission historique : sauf quelques exceptions, toutes les provinces comprises dans ses frontières naturelles étaient réunies sous un même sceptre, la plupart volontairement.

Le roi Ladislas Jagellon battit à Grünwald les Chevaliers Teutoniques, une sorte de confrérie religieuse et militaire, dont les prétentions illégitimes augmentaient sans cesse. Ce voisin commençait à être embarrassant. Le différend relatif à la place de Drezdenko que les Teutoniques avaient enlevée à la Pologne, et que le Grand-Maître Konrad von Jungingen, malgré sa modération, ne consentit pas à lui rendre, fut un des motifs de la guerre entre l'Ordre et la Pologne. Konrad se fût résigné cependant à restituer à la Pologne, moyennant finances, la terre de Dobrzyn. Mais son successeur et frère, Ulrich von Jungingen, enleva encore une fois cette province à la Pologne en 1409.

Dès lors la guerre était inévitable. Les années suivantes ont permis aux deux partis de se préparer à la lutte décisive : en Pologne on chercha à gagner du temps, on essaya d'avoir recours à des ruses diplomatiques ; chez les Teutoniques on affecta au contraire une confiance de plus en plus grande en ces forces, on devint de plus en plus insolent. Les causes de conflits se multiplièrent. Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie, attisa l'incendie en promettant son alliance aux Teutoniques. La guerre éclata et commença par quelques succès des Polonais.

Le 12 juillet, en vertu du traité entre l'Ordre et Sigismond par lequel la couronne de Hongrie s'engageait à prendre les armes contre la Pologne dès que le roi de Pologne pénétrerait en Prusse avec son armée, Jagellon reçut dans son camp la déclaration de la guerre de Sigismond. Mais Ladislas, qui se trouvait près de la frontière, ne perdit point confiance. Il rassembla ses forces et se mit aussitôt en marche vers le Nord pour battre d'abord les Teutoniques.

Ulrich von Jungingen se porta hardiment à sa rencontre espérant une victoire éclatante. Les deux immenses armées se heurtèrent à l'improvisation près des villages de Grünwald et de Tannenberg. Le roi Ladislas et les commandants en chef Witold (les troupes lithuanaises) et Zyndram (les troupes polonaises), ne furent pas le moins du monde effrayés de l'approche de l'ennemi. Les forces polonaises et lithuanaines comptaient à peu près 60.000 hommes groupés en 90 escadrons (choragwies). Les Teutoniques n'avaient que 50 escadrons, mais leurs effectifs étant plus élevés, ils comprenaient près de 83.000 hommes, cavaliers et fantassins. C'était un nombre immense pour l'époque : aucune des plus célèbres victoires de ces temps-là, remportées d'ordinaire avec le tiers de ces forces, n'en avait un semblable à son actif.

Les Teutoniques étaient rangés à Grünwald sous la protection de leurs reliques miraculeuses comme s'il s'agissait d'une croisade ou d'une lutte contre les infidèles. Dans cette exaltation religieuse de leurs esprits, bien qu'elle fût le résultat d'une étrange perversion de leurs âmes, les Teutoniques étaient capables de prodiges de courage pendant la bataille. Mais en même

temps ils péchaient par une grande cruauté, par leur aveugle dédain pour leurs ennemis. Que de traits communs avec les Prussiens d'aujourd'hui !

La bataille, qui commença l'après-midi, finit par un effroyable désastre pour les Teutoniques. Avant le coucher du soleil, le roi Jagellon monta à cheval sur une des plus hautes collines du champ de bataille. Les escadrons teutoniques qui s'y dressaient à midi dans tout leur éclat et toute leur splendeur, gisaient maintenant à terre comme des épis moissonnés. Les prisonniers tombés vivants entre les mains des vainqueurs étaient environ 40.000. Le chiffre des morts teutoniques s'élevait à 30.000. On prit, au nombre de 51, tous les drapeaux et bannières qui se trouvaient dans l'armée teutonique.

Les pays de l'Ordre Teutonique devinrent alors vassaux de la Couronne polonaise. Grâce à la victoire de Grünwald le danger de l'établissement d'un grand empire teutonique sur la Baltique fut conjuré pour plusieurs siècles. Tous les Slaves occidentaux respirèrent plus librement. Le jour de la « grande bataille » fut mis au rang des fêtes nationales. Les étendards conquis à Grünwald flottèrent pendant deux cents ans dans la cathédrale de la capitale polonaise.

Le plus magnifique monument de la gloire de Grünwald fut la confirmation de l'union des deux pays vainqueurs, de la Pologne et de la Lituanie, qui eut lieu à Horodlo, trois ans après la grande bataille.

Casimir SMOGORZEWSKI.

— « Cadavres de héros allemands ».

On lit dans les journaux de Cracovie la note suivante : A la frontière de la Silésie prussienne on remarqua dans ces derniers temps que l'on expédiait en Prusse un grand nombre de cercueils avec la désignation « Deutsche Heldenleichen » (cadavres de héros allemands). Un des employés de la douane eut la curiosité d'ouvrir un de ces cercueils, et quelle ne fut pas sa stupéfaction d'y voir un porc tué auquel l'on faisait ainsi franchir la frontière en fraude, car, comme on le sait, il est interdit de faire passer de Galicie en Allemagne des animaux sur pied ou abattus.

COMITÉ DE SECOURS POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE EN POLOGNE

Dix-neuvième liste de dons reçus par l'Administration de la revue **Polonia** :

M. Maliniak, 2 fr. ; — Mlle Stawiecka, 3 fr. ; — M. W. Gierczyk, 5 fr. ; — M. Rein, 5 fr. ; — Mme Pomierska, 5 fr. ; — Par l'intermédiaire de M. Jean Pruchnicki, mineur à Beaulieu (Loire), à l'occasion du mariage de sa fille avec M. François Lasowski, prisonnier de guerre polonais, 40 fr. ; — Les Volontaires Polonais de la Légion Etrangère au front, 8 fr.

Total de la dix-neuvième liste, 68 fr.

Total des dix-huit listes, 20.659 fr. 10 entièrement versés par la revue **Polonia** dans la caisse du Comité général à Vevey.

REVUE DE LA PRESSE

Dans **Le Rappel** du 6 juillet, excellent article de **M. Albert Milhaud** :

« La controverse « socialiste » sur la manière politique de réincorporer l'Alsace et la Lorraine à la France n'est pas sortie des cénacles hermétiques. Au grand jour, le ministre socialiste Albert Thomas a revendiqué, personnellement, la solution nationale, la solution française, la solution qu'exige le droit de la Révolution française.

« Sans tenir trop grand compte de certaine exégèse, il faut enregistrer ce fait avec satisfaction.

« Même symptôme « d'adaptation au milieu » gouvernemental lorsque des socialistes placent leurs conceptions nouvelles de relations internationales sous le patronage de

M. Léon Bourgeois et du président Wilson. Adieu, Karl Marx ! « La société des nations » c'est l'aveu décisif — implicite, non pas, sans doute, inconscient, — que « l'Internationale ouvrière » est morte, avant d'avoir vécu, et sans chance de résurrection et qu'il convient, pour assurer l'avenir du monde, d'agir *par les peuples, les nations*, et de les unir dans une même pensée et non plus *par les partis impuissants ou par les classes* en conflit. Redressement évident de l'idéologie socialiste d'avant-guerre.

« La controverse, générale et publique, sur la nécessité d'opposer une insurmontable barrière au retour offensif du militarisme allemand n'est pas moins digne d'intérêt. Le Sénat, la majorité de la Chambre, le parti républicain, ne plaisent pas sur les solutions nécessaires destinées à assurer la sécurité de nos départements envahis, et celle de la Belgique et du Luxembourg, contre un constant envahisseur. Ainsi donc, le problème rhénan se précise dans les esprits. Il n'est plus personne qui oserait dire, à voix haute, que les Alliés ne sauront interdire aux Allemands de concentrer leurs armées d'une façon permanente sur la rive gauche du Rhin.

« Il n'y aura pas, d'ailleurs, de paix des Alliés, de paix victorieuse, sans un règlement nouveau du statut de la rive gauche du Rhin, depuis le Saint-Gothard jusqu'à la mer du Nord, c'est-à-dire sans un règlement total de cette question d'Occident où se trouve impliquée l'indépendance de la Suisse, de la France, de la Belgique, du Luxembourg et de la Hollande.

« La question d'Occident s'impose aujourd'hui à l'attention des Anglais et des Américains, avertis par le danger que sont ou que seraient les bases navales allemandes sur l'Atlantique.

« Voilà pourquoi Withney Warren écrivait avant-hier dans le *Journal* : « Notre indépendance c'est ici même qu'on la défend... Appuyez-vous sur notre masse, jusqu'à ce que, prête enfin à vous pousser utilement, *vers les rives du Rhin*, elle fasse avec vous la trouée décisive. »

« M. Wilson avait posé la question de la Pologne. M. Ribot l'a suivi à son tour dans son discours devant la Chambre de Commerce Américaine de Paris. Hier, enfin, une journée consacrée à la Pologne avec cérémonie dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. A cette occasion, M. Georges Leygues, député, ancien ministre, a prononcé un brillant et solide discours dont la valeur propre est encore accrue du fait que l'orateur est président de cette commission des affaires extérieures de la Chambre dont les services rendus à la cause nationale pendant la guerre ne se comptent plus.

« Pour idéaliste qu'on soit, on ne peut, en France, en Europe, en Amérique, examiner le problème polonais sans remarquer que si les Alliés savent lui donner la solution nécessaire, « la Pologne sera », suivant M. Leygues, une force de résistance incomparable contre la force d'expansion germanique, un facteur primordial de l'équilibre européen.

« Jamais, au moment où les affaires d'Occident s'élèvent progressivement dans les consciences et dans les esprits, il ne fut plus expédié d'aborder, devant l'opinion, cette question de Pologne que l'instinct des Français démocrates de 1830 à 1870 ne cessait d'imposer à la vigilance de nos hommes d'Etat, autant par sympathie que pour raison de salut public.

« Aujourd'hui après les insurgés du 15 mai 1848, après le républicain Ch. Floquet, en 1867, à son tour, la France officielle crie : « Vive la Pologne ! »

« Le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre française M. Leygues, nous rappelle le passé, nous décrit le présent de cette grande nation.

« Pour le passé, ce mot révélateur de Frédéric II : « Il n'y a qu'un obstacle au partage de la Pologne : la France. L'heure est propice et le partage est possible : la France dort. » Maintenant la France est bien réveillée ; la Marne, l'Yser, Verdun l'ont prouvé. La France de la Grande Guerre travaillera avec tous ses Alliés à refaire la Pologne. Jadis, Napoléon la reconstitua après la défaite des Autrichiens, des Prussiens et des Russes. Aujourd'hui nous la referons avec les Russes de Broussilov et de Kerensky contre les Prussiens. Ses liens rompus, une fois déligotée, la Pologne apparaîtra vigoureuse.

« La vitalité de cette nation, disait hier M. Leygues, à la Sorbonne, s'est mesurée et éprouvée d'abord dans la lutte pour la défense du sol. C'est la Prusse qui a mené avec méthode et férocité la lutte sur ce terrain. Par la loi de colonisation de 1886, la loi de 1904 interdisant au Polonois de bâti sa maison sur le lopin de terre qu'il a acquis par la loi d'expropriation en 1918, le gouvernement allemand a essayé de déraciner, de dénationaliser ses sujets polonais. Il a abouti à un retentissant échec. L'organisation économique et financière des Polonais a vaincu l'organisation allemande. C'est un exemple et une leçon. »

« Au quatrième partage de la Pologne prémedité par les Empires centraux, les Alliés opposent leur programme de reconstitution polonaise.

« Pour la France intégrale, pour la France rétablie sur le Rhin, — la République une et indivisible — il n'est qu'un programme polonais : la Pologne restaurée sur la Vistule intégralement, une et indivisible, elle aussi. »

ZIEMIE POLSKIE

Pod Brzeżanami i nad Lipą szereg ostrych starć, z pomyślnym dla wojsk rosyjskich wynikiem i zajęciem przez te ostatnie kilku wiosek i miasteczek. Po północnej zgórą przerwie, walka rozgorzała ze zdwojoną siłą, na Ziemiach polskich.

Ewakuacja Warszawy.

O ewakuacji Warszawy, z powodu krzewiącego się głodu, czasopisma galicyjskie donoszą, co następuje:

„Urząd ewakuacyjny przy placu Trzech Krzyży w Warszawie załatwia wyłącznie ludność chrześcijańską. Dla ewakuowania na prowincję ludności żydowskiej istnieje specjalna organizacja przy gminie stareczakonnych.

„Ewakuacja żydów w ostatnich czasach znacznie zmalała, co można wytlumaczyć w ten sposób, iż zubożenie mniejszych miast nie daje poła zarobkowego w handlu, rolnictwem zaś ludność żydowska się nie trudni, na wieś zatem wyjeżdżać nie chce.

„Z zapisów dotyczcych wywnioskować można, iż najwięcej uchodźców wysyła urząd ewakuacyjny do guberni warszawskiej (do 50 proc.), dalej do guberni płockiej, łomżyńskiej i siedleckiej. Do okupacji austriacko-węgierskiej wyjeżdża zaledwie około 10 proc. ludności ewakuowanej.

„Największą liczbę osób wyjeżdżających stanowią dzieci (do 50 proc.). Mężczyźni wyjeżdżają 18 proc. ogólnej liczby, kobiet 32 proc.

„W artykule wczorajszym — pisze na temat ewakuacji «Kurier Warszawski» — podaliśmy liczbę osób, które należałyby ewakuować dla ulżenia Warszawie na 300 000 osób. W pewnych kątach ta znaczna liczba, o ile wiemy, obudziła powątpiewanie, czy wieś może zapewnić byt tej masie uchodźców. Otóż przy prawidłowym rozmieszczeniu uchodźców, ten przybytek z miasta nie będzie zbyt uążliwy. Według ostrożnych obliczeń (statystyki ścisłej niema) ludność obecna na terenie okupacji niemieckiej wynosi mniej więcej 6 milionów głów, przybylek zatem 300 000 zwiększy ludność prowincji w okupacji niemieckiej zaledwie o 5 proc.

W swoim czasie Warszawa, w pierwszym okresie wojny, musiała przyjąć i żywić setki tysięcy uchodźców z prowincji i dla żadnego z nich stolica nie poskąpiła opieki, dachu i chleba. — Obecnie prowincja dług ten powinna spłacić.

Sokoli dyplomowanymi oficerami w Kanadzie.

«Dziennik Związkowy» z 25 maja zamieszcza fotografie pięciu oficerów polskich, którzy otrzymali ostatnio dyplomy oficerskie w jednej z szkół wojskowych w Kanadzie. Nazwiska ich brzmią: druh Wiącek z Nowego-Jorku, druh Skarżyński z Detroit, druh Sobczak z Michigan, druh Albrecht z Hartford (Connecticut) i druh Sierociński z So. Bend (Indiana). Wstąpili oni wraz z 23 innymi Sokolami do szkoły oficerskiej i dziś są już oficerami regularnej armii kanadyjskiej.

SPRAWA WOJSKA POLSKIEGO W ROSJI

«Gazeta Polska» z 3 czerwca zamieszcza następujący list legionisty, p. Mariana Grzegorczyka:

„Przebywając w niewoli już przeszło 2 lata, w różnych środowiskach, mogę stwierdzić, iż nie tylko jedni legionisi, ale i ogólni jeńcy — Polaków zaboru austriackiego był usposobiony wrogo wobec absolutystycznej Rosji i cieszył się z każdej jej klęski, chociaż sympatyzował z innymi mocarstwami koalicji. Rewolucja rosyjska dokonała w nas pod tym względem zasadniczego przewrotu. Niedawni wrogowie Rosji, my wszyscy czujemy teraz, że jej przegrana lub chociażby przedwcześnie, kompromisowy pokój, byłby dla całej Polski — przy obecnym układzie stosunków — niepowetowaną klęską narodową. A zarazem zdajemy sobie sprawę z tego, jak

ważny wpływ na dalszy rozwój wypadków może odegrać odrębna polska armia. Jednakże stutysięczna rzesza nasza (w tem kilkuset legionistów) tak jest rozrzucona po rozmaitych robotach po całym państwie rosyjskim, że, nie mając możliwości jakichkolwiek zbiorowych oświadczeń, możemy tylko jednostkowo wyrażać to, co czuje ogół — z którego zresztą bardzo tylko drobna część może czytać polskie gazety.

„Moi towarzysze, znajdujący się po tamtej stronie linii wojennej, zle są dotychczas rozumiem przez wielu Polaków w Rosji. Jedni potępiają ich, zapominając o tem, że był czas, gdy polska myśl zbiorowa musiała protestować przeciwko carskiemu knutowi, a mogła zaprotestować najsilniej t. j. czynem tylko po tamtej stronie kordonu. Drudzy, widząc w tych legionach zarodek przyszłej armii polskiej, chętnie udaremniają stworzenie polskiej armii po tej stronie. Nie. Tamta armia już nie powstanie. Ani jeden legionista polski nie pójde do walki przeciwko obecnej Rosji. O prawdziwym stosunku Piłsudzkiego do Niemiec i o jego szczerym, szeroko pojętym patriotyzmie mogą najlepiej ci opowiedzieć, którzy pod nim służyli. Legiony cel swój ideowy już spełniły, a sąd nad niemi nie do współczesnych należy, ale do bezstronnej historii. Już może policzone są dni, które nas oddzielają od chwili rozwiązania ich przez Niemcy... O prawo Polski do niepodległości, dziś przez wszystkich uznane, nikt już z Polaków walczyć nie potrzebuje, ale walczyć musi — każdy kto może — o to, byta niepodległość objęta nie jedną tylko częścią narodu, ale naród cały. Naszym jedynie wrogiem są dziś Niemcy i ich sojusznicy i pod tym względem niema różnic w narodzie.

„Role Konopnickiej legionisi śpiewają nie od dziś. Była ona zawsze ich najulubieńszą pieśnią i dawała wielokrotnie powód do zatargów z przedstawicielami „sprzymierzonej” armii. Jednolity głos narodu ze wszystkich trzech zaborów dochodzi do nas coraz wyraźniej z pozą ścinany niemiecko-austriackiej. Może on otworzyć oczy reszcie wątpiących i przekona ich, co jest wola narodu... Nasz rozkład na orientację już należy do przeszłości. Dziś każdy Polak może czuć tylko jedno — i obowiązkiem każdego jest działać w myśl tego, co czuje. Tamci mogą tylko manifestować swoje uczucia — my mamy drogę otwartą do czynu i zgrzeszony śmiertelnie wobec całej przeszłości narodu, jeśli nie dorosnęliśmy do chwili.

„Całe społeczeństwo na emigracji powinno się zjednoczyć pod jedną wspólną ideą i zaniechać politycznych sporów. Na nas, jeńców, one wywierają przygnębiające wprost straszne wrażenie. Armie polską należy stworzyć jak najprędzej i dysputować nie o tem, czy, ale o tem, jaką ją tworzyć — nie przeszkadać jej, ale pomagać. Jestem pewien, że z pomiędzy nas, jeńców — legionistów, ani jednego w tej armii nie zabraknie. I nie tylko z pomiędzy legionistów. Każdy, komu Polska droga, a kto dotąd był zmuszony walczyć pod obcemi sztandarami i za obcą sprawę, pojmuje doskonale, jakim szczęściem jest: mówiąc walczyć i umierać za ojczyznę!“

REWELACJE POSŁA STRIBRNEGO

W dniu 15 czerwca, poseł do parlamentu, Daszyński, na posiedzeniu tegoż parlamentu, stwierdził, że władze austro-niemieckie powieściły zgórą 30 000 (wyraźnie trzydzieści tysięcy) Polaków... w wigilię tych pamiętnych rewelacji Daszyńskiego, czeski poseł, Stribrny, opowie dział, co się dzieje w obozach dla internowanych w Austrii.

„Zawieszeniu praw obywatelskich zawdzięczać należy, iż wytworzyło się pojęcie politycznie pojętej obywatele niegodnych zaufania. — A do popadnięcia w taką opinię wystarcza anonimowa denuncjacja, tak, iż ofiara nigdy nie dowie się nawet, kto i o co podniósł oskarżenie. Mówiąc opowiadają straszne rzeczy o obchodzeniu się z internowanymi, między którymi były także kobiety, małe dziewczęta i stolice. — Znęcanie się nad internowanymi, których żywiono bardzo niedostatecznie, było na porządku dziennym, a przewożono ich skrepowane najczęściej zanieczyszczonymi wozami, używanymi do gnoju. W drodze do obozu internowanych, ludzie ci byli przedmiotem znęcania się, a jeden transport, złożony z 43 internowanych został po drodze w pień wycięty przez honwedów.“

P. Stribrny szczegółowo omówił następnie stosunki, panujące w obozie internowanych w Talerhofie. Pierwszy transport objęty został przez żołnierzy z Gracu, których kapitan okazał się w postępowaniu swem z internowanymi człowiekiem bez serca. Pierwsze trzy dni obozowali internowani pod golem niebem. Na otwartem polu wbito cztery pale i nikt nie śmiały wychylać się poza zaznaczoną w ten sposób linię. Niektórzy internowani zostali zaraz po wyjściu z wagonów do krwi zbić i dręczeni. Kobiet od mężczyzn nie oddzielano na noc. Dopiero czwartego dnia przeprowadzeni zostali internowani do hangaru, gdzie jednakowo znowu spali na golej ziemi. Po upływie dalszych dni pięciu, dano im słomę, ale w stanie zepsutym. Wyznaczona przestrzeń okazała się za szczupłą do spania; bielizny nie można było zmieniać, bo nikt jej nie miał i nikt też nie miał pieniędzy.

Mówca dalsze jeszcze przytacza szczegóły. — Z winy straży zdarzyły się wypadki śmierci. Właśnie ludzi inteligentnych, przedewszystkiem księci i kobiety używano do najniższych posług podpędzając ich do pracy biczem. Gdy liczba internowanych tak urosła, że nie było już miejsca, musiał wiele z nich sypiać w namiotach przy 15—20 st. mrozu. Nic dziwnego, że śmiertelność, zwłaszcza wśród młodych dziewcząt i starsów, przerażająco wzrastała. Dopiero pod koniec listopada 1914, dzięki interwencji jednego z lekarzy sztabowych, zbudowano baraki. Odzież przeniesionych do tych baraków poddawano desinfekcji, przyczem kobiety i dziewczęta musiały na powietrzu rozbrać się do naga i w takim stanie czekać godzinę lub nawet dłużej, aż im zwrócono odzież. Chorych i rekonalentów oddzielano dopiero od lutego 1915 od zdrowych. Same epidemie przyprawiły w Talerhofie o śmierć 1.200 ludzi; ogółem pogrzebano 2 000 trupów. Autentyczność tych szczegółów — oświadcza mówca — potwierdzić może przeszło 70 wiarygodnych osób, ludzi inteligentnych z akademickim wykształceniem. Wykaż ich może mówca każdej chwili przedłożyć Izbie.

Minister Georgi o zachowaniu się Czechów w obecnej wojnie.

Jak donosi «Morgenstg», w odpowiedzi na pytanie posła dra Muehlwertha, udzielił minister obrony krajobrazu, Georgi, w kwestji zachowania się wojsk czeskich w polu wyjaśnienia, popartego materiałem liczbowym:

Czeskie pułki przeszły do nieprzyjaciela. — Z Czechów, żyjących zagranicą, którzy mogli wrócić do Austrii, zgłosiło się tylko 3 osoby. Czescy oficerowie rezerwowi i żołnierze nie wrócili, w części przeszli na wiare prawosławną. Wyrządzili oni wielkie szkody, szczególnie na wysuniętych placówkach i przy potyczkach przednich straży.

Wywody ministra obrony krajobrazu wywołyły w komisji nietykalności poselskiej wielkie poruszenie.

WYMOWNE ŚWIADECTWO

Magistrat i Prezydium miejskie Warszawy wydały w dniu 14 czerwca następującą odezwę do ludności, odezwę świadczącą wymownie o tem, dzięki komu chleba zabrakło w Warszawie i w Polsce. Niechże tej odezwy nauczą się na pamięć przyszłości „działacze” przygodni; brzmi ona dosłownie:

„Do ludności Warszawy: Związani przez wypadki wojenne i okupacji z systemem gospodarczym państw, do których dowód zagraniczny, lądowy i zamorski został zatamowany, zmuszeni jesteśmy ponosić wszystkie skutki takiego stanu.

Na kraj nasz spadł nietykalny obowiązek wyżwolenia własnej swojej ludności, ale i ciężar prowiantowania olbrzymiej armii.

Podział kraju na dwie okupacje, zmniejszona wskutek uszczuplenia inventarza i braku nawozów produkcja rolna, wstrzymany dowód z Ameryki i krajów neutralnych, oraz stały odpływ produktów rolnych poza kraj — wszystko to powoduje dotkliwy brak najniezbędniejszych środków żywieniowych.

Władze okupacyjne ujęły w swe ręce cały rozdział żywności w kraju, udzielając Warsza-

wie ograniczonych i niedostatecznych ilości produktów. W takich warunkach rola magistratu sprawozdawanego została do mechanicznego rozdziału pomiędzy ludność tych tylko najnajlepszych artykulów, które mu przez władze okupacyjne są pozostawione.

Zdając sobie dokładnie sprawę, że wydzielane porcje są o wiele niewystarczające ze zwalczania szerokiej sfery ludu pracującego, pozbawione możliwości zarobkowania, są narażone na głód, zarówno magistrat, jak i Rada miejska czynią wielokrotnie starania, aby istniejący stan rzeczy poprawić. Wszystkie zabiegi odnoszą się tylko skutek, że ludność zaopatrzonej w odpowiednie legitymacje pozwołono w ciągu miesiąca czerwca i lipca przywozić na własny użytek znakome ilości chleba, ziemniaków, kaszy lub grochu. Aby uratować egzystencję tych kuchni magistrat zmuszony został do wycofania się sprzedawy w sklepach miejskich kasz, peluszków i grochu, wskutek czego sklepom tym pozostaje jedynie sprzedaż soli, cukru, cykorii, mydła i zapątek. Wywołać to może rozgoryczenie i żał do władz miejskich, ludność bowiem gotowa mniemać, że magistrat nie chce lub nie umie ziemni zasadzić, tymczasem, jak to już wyżej powiedziano, władza magistratu w zakresie aprowizacji jest całkowicie ograniczona i od rządu okupacyjnego bezwzględnie zależna.

Ludność Warszawy nie zawsze, zdaje sobie sprawę z przyczyn, powodujących taki stan rzeczy. Wyjaśnienie powszechnego ku należemu jej poinformowaniu do wiadomości publicznej podaje....

Magistrat i prezydium Rady miejskiej m. st. Warszawy.

Z czego składa się chleb warszawski?

Do « Glosu Lubelskiego » piszą :

« Na jednym z zebrań w Warszawie pewien dobrze poinformowany członek komisji aprowizacyjnej podał dokładne szczegóły, dotyczące składu chleba warszawskiego.

Według tych reweleacji, na 100 funtów masy, służącej do wypieku chleba, przypada :

Mąki 24 i pół funta, kasztanów 17 funtów, żołędzi 14 f., łubinu 21 f., trocin 6 f., kory drzewnej 12 f., otrąb 2 i pół funta, płatków kartoflanych 4 funty.

Tragedja ludności Warszawy leży nietylko w tem, że taki chleb zjadac musi, ale i w tem, że go często ani na kartki ani bez kartek dostać nie można. »

PRASA POLSKA O ARMJI POLSKIEJ WE FRANCJI

« Gazeta Polska » zamieszcza z powodu pierwszej wiadomości o tworzeniu się Armii Polskiej we Francji, artykuł następujący :

« Rząd francuski najwcześniej z całej koalicji antyniemieckiej wyciągnął należytne konsekwencje z przyznania nam prawa do niepodległego bytu : na mocy dekretu rządu tworzy się we Francji armia polska, która walczyć będzie pod własnymi sztandarami, jako odrębna jednostka bojowa.

« Jest to decyzja madra i szlachetna, gdyż tylko czynami stwierdzić może Koalicja szerszość i niewruszoność swych, w stosunku do Polski, zamiarów i intencji.

« Wśród za rządem francuskim powinien pójść rząd rosyjski, który pierwszy ogłosił pamiętną odeszwę, przyznającą nam prawo do bytu niepodległego.

« Jeśli rząd rosyjski nie uczyni tego, jeśli słuchać będzie w dalszym ciągu podseptów, które zapewniały go, że społeczeństwo polskie « nie życzy sobie armii » w takim razie pozostawi on pole działalności germanofilijskiej, która kwestionować będzie szerszość w stosunku do Polski wolnej Rosji, jak wskazywała dawniej na uporczywe konserwowanie aparatu biurokratyczno-administracyjnego ewakuowanego z Królestwa, jako na dowód nieszczeroci obietnic autonomicznych dawnego rządu biurokratycznego.

« Jedynie wytworzenie armii polskiej z tych Polaków, którzy służą dzisiaj w armii rosyjskiej, a którzy już obecnie czują się obywatelami niepodległej Polski. Jej tylko służyć. Jej przesygać pragną, jedynie ten tylko czyn realny może rozwiązać wszelkie wątpliwości, dodać narodowi polskiemu sił do walki przeciwko Niemcom.

« Front polityczny narodu polskiego wyrównuje się coraz jaśnie i hasło zjednoczenia i niepodległości zwiększyło nawet w Galicji, najbardziej opornej dotychczas w przyjęciu programu ogólnonarodowego.

« Rząd rosyjski, który wewał nas do walki ze wspólnym wrogiem winien wyciągnąć konsekwencję z tego wezwania, powinien dać nam realną możliwość prowadzenia tej walki.

« Jeśli chodzi o potrzeby materialne przyszłej armii polskiej, jesteśmy pewni, że Francja, Anglia i Stany Zjednoczone nie odmówią swojej pomocy. Każdy miesiąc bieżczynności na frontie kosztuje dziś Koalicję więcej, aniżeli najobfitsze wykwirowanie i zaopatrzenie armii polskiej.

« Jeśli ministrowi Kereńskiemu chodzi o podniesienie wartości bojowej armii rosyjskiej, niema on na to lepszego sposobu, jak stworzenie armii polskiej, która jesteśmy tego pewni, będzie wzorem dyscypliny, karności i bitności. W przeciwnym razie, żołnierz polski, zawiedziony w swych nadzieję, rozgoryczony niespełnieniem swych pragnień, pozostawiony w szeregach armii rosyjskiej, stanie się czynnikiem fermentu niezadowolenia, może nawet pojedzie w ślady tych milionów swych towarzyszów rosyjskich, którzy samowolnie porzuciли szeregi armii.

« Dobry przykład Francji nie powinien pozostać bez naśladowania — w Rosji.

« W ślad za d. kretem rządu francuskiego powinien pójść dekret rządu rosyjskiego, tworzący armię polską ze wszystkich Polaków, którzy zapragną do niej wstąpić bez względu na ich formalną przynależność państwową.

« Należy bowiem wyciągnąć konsekwencje zarówno z przyznania nam prawa do niepodległości, jak i zjednoczenia.

« Skoro przyznano nam prawa do niepodległości, żołnierz polski ma prawo walczyć pod własnymi sztandarami, w szeregach własnej armii i własnej przysięgać Ojczyźnie.

« Skoro przyznano nam prawa do zjednoczenia narodowego, niema i nie powinno być polskich Austryaków ani Prusaków, « poddanych » Prus ani Austrii, ale wszyscy Polacy powinni być traktowani jako obywatele Polski, wszyscy powinni mieć prawo wstępowania w szeregi armii polskiej. Zrezygnować możemy jedynie z tych nominalnych Polaków, którzy wierność swoją dla Wilhelma lub Karola stawiają wyżej, aniżeli wierność względem Polski.

« Hasło « samookreślenia narodowego », które wszak jest hasłem programowym całego obecnego rządu rosyjskiego, nie powinno być w stosunku do nas pustym jedynie dźwiękiem.

« Inaczej strać na wartości moralnej i wpływach wszelkie hasła, odezwy, deklaracje i obietnice.

« Za słowem musijść czyn, w przeciwnym bowiem razie staje się ono jako « miedź brzękaająca ».

Z BAGNA WYDawnictw ANONIMOWYCH

Pod tym tytułem « Naprzód » krakowski z dnia 12 czerwca rb. drukuje następujący artykuł; artykuł będący sam przez siebie ciekawym przykazaniem do dziejów stosunku organu p. Daszyńskiego do zwolenników państwości austriackiej na czapce polskiej ziemi.

« Mamy pod ręką świderek, rozeszczany w Królestwie, a podpisany « Synowie Polski ».

« O tem z jakiej mogły wyjść kuźnicy — nieścisły polski — dostatecznie poczta побieżna choćby jego lektura.

« Po zwrocie anti-astrackim czytamy :

« Tylko kanclerz niemiecki i Beseler patrzą w przyszłość i chcą mieć w Polsce silnego i wiernego sprzymierzeńca. Ale powinniśmy im w tej robocie pomagać, bo dotychczasowe nasze zachowanie się wobec Beselera i tworzenie się państwa polskiego wcale na to nie wygląda »

« Po tych wstępnych uwagach, autorowie świdnika, utożsamiając demagogiczne swoich przeeciwników z żydami, którzy jakoby prą do wywołania kompletnej anarchii, bo na niej zarabiają, tak dalej snują swój paszkwil :

« A żydów pod wodzą Natansona wspiera Piłsudski Stąd pochodzą strefki w Uniwersytecie, w gazowni, a podburzony tłum (tak tłumaczy się tragedię aprowizacyjną Warszawy) napada na sklepy — same katolickie — zaraz dodaje świderek.

« Koalicja, przy pomocy Natansona i Piłsuds-

ki, chce dołączyć do otwartej walki garniski dzieciaków i robotników przeciw 8 milionom Niemców, z czem karabiny maszynowe sprawią się w pół godziny, ale co zato podważa kanclerza i Beselera, bo hakaści powiedzą, że polityka łagodnego postępowania w Polsce za-wiodła.

« Podajemy w formie bardzo złagodzonej treść owego świdnika, pełnego najdynarniejszych wycieczek, zwłaszcza przeciwko bryg. Piłsudskiemu, który w toku inwektyw uciąż przedstawiany jest, jako narzędzie żydów, których wódz, Natanson, przywiózł ze Szwajcarii grube pieniądze od « masonów angielskich ».

« Są tam i strzały, jakby wymierzone przeciw uchwałom krakowskim że na rękę podaną do zgody, nie można wolać — Poznańskie.

« Ale tego tematu tylko ubocznie dotknęto.

« O ile świdek, wydrukowany został już po tych uchwałach, autorowie jego uznali widocznie, że... w Klubie państwowowców polskich dostatecznie te uchwały zostały oplowane przez spółkę Studnicki, Grużewski, Makowiecki.

« A propos Studnickiego głośnem jest w Warszawie, iż musiał być usunięty (z dwu posiedzeń) T. Rady Stanu za impertynenckie zachowanie się Rada Stanu, jakby w przeczuaniu, że musi się zasekurować przed powyższym członkiem, posiada w swym regulaminie podobny środek dyscyplinarny. »

Ze szczególnym zadowoleniem witamy to wystąpienie « Naprzód » przeciwko sługom panów Hohenzollernów i Habsburgów.

LIST Z LITWY

« Naprzód » z dnia 24 czerwca zamieszcza następującą korespondencję z Wilna, opatrzoną datą dnia 18 czerwca rb. :

« Jednym z ciekawszym epizodów współżycia polsko-niemieckiego w Wilnie jest sprawa wysyłania działy szkoły na wieś, która ostatniem czasie tak bardzo poruszyła społeczeństwo wileńskie. Już w pierwszych dniach wiosny podniesioną została kwestia wyżywienia dzieci podczas groźnie zapowiadającego się przednówka. Jednym ratunkiem byłoby wysyłanie przynajmniej jako tako zorganizowanej działy szkoły, pod opieką nauczycielek, na wieś w okolicie mniej zniszczonej wojną. Władze niemieckie same zwróciły się z tem do społeczeństwa, dodając prywatnie ostrzeżenie, w razie niedostatecznej sprawności tegoż, że one same wysyła będą pod opieką pruskich feldfebli. O sprzyjliwość trudno tam, gdzie wyjechać z miasta bez przepustki nie wolno, a wydawanie przepustek ograniczone jest do śmieszego minimum. Społeczeństwo polskie na Litwie zrobiło, co mogło. Wezwało obywateli do gościnności dla małych przybyszów i nie zawiodło się.

« Nadeszły do Wilna liczne oferty z majątków mniejszościowych i zasobniejszych, właściwie ich srodze zostali jednak za dobre chęci ukarani. Oferty ich pociągnęły za sobą natychmiastowe rewizje i rekwizycje reszek przechowanego produktu. — « Bo jeśli ci panowie zapraszają do siebie dzieci — widocznie mają je czem karmić. A w takim razie przechowują produkty » — rozumowali władze niemieckie.

« Jednocześnie prośby poszczególnych szkół o wyjazd do wskazanych majątków zostały bezwzględnie i kategorycznie odrzucone. Natomiast wskazano szkołom ludowym polskim cztery najbardziej wygodzone powiaty w obrębie ziemi Wileńskiej i oświadczyono, że tam właśnie pojada dzieci, rozmieszczeniem zaś ich po gminach zajmuje się niemieccy « Kreishauptmani ».

« W takich warunkach Komitet Polski odmówił swego współdziałania; otrzymał wskutek tej odmowy list od księcia Isenburga, w którym ten ostatni uroczyście zrzuca wszelką odpowiedzialność za wymieranie dzieci na społeczeństwo polskie, nie chcąc przyczynić się do akcji ratunkowej. Obecnie sprawa ta nie jest jeszcze zakończona. Trudno jednak przypuścić, by władze niemieckie zgodziły się na wyjazd dzieci ze szkół ludowych do stosunkowo bogatej Kownińsko-krążowej, krążą bowiem uparte pogłoski, że miejsce to już jest zajęte przez dzieci niemieckie, przywiezione tam z Prus.

« A wobec wymierania dzieci z wycieczkami kwestią jest paląca »

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU!

PIEŚN LEGJONÓW POLSKICH WE WŁOSZCZACH

Podajemy poniżej tekst oryginalny Pieśni Legjonów Polskich we Włoszech, pieśni, ułożonej przez Józefa Wybickiego, w roku 1797, w Paryżu. Autograf tego tekstu był przechowywany w zbiorach p. Bogusława Kraszewskiego, w Dołhem, na Litwie. Dołhe, wraz z cennymi zbiorami, zostało spalone w roku 1945 przy cofaniu się wojsk rosyjskich. Kopię dokładną czerpiemy ze zbiorów s. p. Władysława Strzembosza, kustosza Biblioteki Polskiej w Paryżu.

Tekst ten pierwotny, tak zwany, « Mazurka Dąbrowskiego » uległ być wielokrotnym przeróbkom. Na wieczną rzeczy pamiętkę, dajemy go w oryginalnym brzmieniu.

Jeszcze Polska nie umarła,
Kiedy my żyjemy!
Co nam obca moc wydarła,
Szabłą odbijemy!

Marsz, marsz, Dąbrowski,
Do Polski z ziemi włoskiej,
Za twoim przewodem,
Złączym się z Narodem!

Jak Czarnecki do Poznania
Wracał się przez morze,
Dla Ojczyzny ratowania
Po szwedzkim rozbiorze,
Marsz, Marsz, Dąbrowski i. t. d.

Przejedziem Wisłę, przejdziem Wartę,
Będziem Polakami:
Dał nam przykład Bonaparte,
Jak zwyciężać mamy!

Marsz, marsz, Dąbrowski i. t. d.

Niemiec, Moskal nie osiedzie,
Gdy, jąwszy pałasa,
Hasłem wszystkich zgoda będzie
I Ojczyzna nasza!

Marsz, marsz, Dąbrowski i. t. d.

Już tam ojciec do swej Basi (!)
Mówi zapłakany:

Słuchaj jeno, pono nasi,

Biją w tarabany!

Marsz, marsz, Dąbrowski i. t. d.

Na to wszystkich jedne głosy:
Dosyć tej niewoli!

Mamy Racławickie kosy,

Kościuszkę Bóg pozwoli!

Marsz, marsz, Dąbrowski
Do Polski z ziemi włoskiej!
Za twoim przewodem,
Złączym się z Narodem!

OFIARY

Nadesłano do Administracji « Polonii » ofiary następujące :

Dla Ofiar wojny w Polsce:

WPP. Maliniak, 2 fr.; — Stawecka, 3 fr.; — W. Gierczyk, 5 fr.; — Rein, 5 fr.; — Pomierska, 5 fr.; — za pośrednictwem p. Jana Pruchnickiego z okazji małżeństwa jego córki z jej mężem p. Franciszkiem Lasowskim : Nowożeńcy, 6 fr.; — rodzina Pruchnickich, 4 fr.; — Leon Maczynski, 5 fr.; — Fr. Nowak z żoną, 3 fr.; — Fr. Nowak (syn), 2 fr.; — Katarzyna Nowak, 1 fr.; — Ant. Drzymała, z żoną, 4 fr.; — Michał Cymer, 2 fr.; — rodzina Skopińskich, 4 fr.; — Jakób Gozdek, 5 fr.; — Marcin Muranty, 2 fr.; — Marjanna Slicynska, 2 fr.; — razem 40 fr.; — Wolontariusze-Polacy z Legii na froncie, 8 fr.

(1) Aluzja do Barbary z Mańkowskich Dąbrowskiej, żony generała Dąbrowskiego.

Ogółem nadesłano **68 fr.** Łącznie z ogłoszeniami w numerze 24 « Polonii » (20.591 fr. 10 ct.), zebrano ogółem dla ofiar wojny w Polsce **20 659 fr. 10 ct.**

Dla Żołnierzy-Polaków:

WPP. Em. Kreisler, 5 fr.; — Andrzej Landowski, 25 fr.; — M. K., 30 fr.; — Ks. Georges Ambler, 50 fr.; — Józefowicz, 5 fr.; — Rein, 5 fr.; — Aleksander Znamieński, 500 fr.; — E. Stefanński, 10 fr.; — Jan Reszke, 100 fr.; — Pani Reszke, 100 fr.; — Łaciak, 5 fr.; — René i Carrabe Picado, 40 fr.; — W. Cieszkowski, 10 fr.; — M. B. Kasperkiewicz, 3 fr.; — Prażmowska, 10 fr.; — E. Piltzowa, 16 fr.

Razem nadesłano **914 fr.**

Łącznie z ogłoszeniami w numerze 24 « Polonii » (26.179 fr. 50 ct.), zebrano dla Żołnierzy-Polaków, do dyspozycji Komitetu Pannych, **27 093 fr. 50.**

Na Sieroty w Polsce:

WPP. St. Bukata, 2 fr.; — H. S., 10 fr.; — Bussard, 20 fr. (za pośrednictwem p. Danysz);

Łącznie z ogłoszeniami w numerze 24 « Polonii » (780 fr. 80 ct.), zebrano dla sierot w Polsce **812 fr. 80 ct.**

Na Fundusz Wydawniczy:

P. Andrzej Landowski, 25 fr.; — P. Dramiński, 20 fr.

Łącznie z darami ogłoszonimi w numerze 24 « Polonii » (1.558 fr. 50 ct.), zebrano na Fundusz Wydawniczy **1.603 fr. 50 ct.**

Na wakacje letnie dla biednych dzieci:

WPP. Kreisler, 10 fr.; — J. Oppenheimowa, 10 fr.; — E. Piltzowa, 10 fr.; — Ignacy Hegner, 20 fr.

Ogółem zebrano na wakacje letnie dla biednych dzieci 50 fr.

Na więźniów politycznych Polaków, uwolnionych przez Rząd rosyjski:

PP. A. H. i C. F. z kart, 20 fr. 30 ct.

Razem z poprzednio ogłoszonimi w numerze 19 « Polonii » (77 fr. 35 ct.), zebrano na więźniów politycznych **97 fr. 65 ct.**

Na pomnik Kościuszki:

5/0/0 od kapitału 531 fr. 40 ct. za rok (od 1 lipca r. 1916 do 30 czerwca r. 1917), **25 fr. 50 ct.**

Razem na budowę pomnika Kościuszki zebrano **557 fr. 90 ct.**

ZWIĄZEK NARODOWY POLSKI

Wyciąg z ustawy.

Polacy, zamieszkały zagranicą wśród wolnych narodów, które uznały jedność i niepodległość Polski za warunek przyszłego pokoju, mają cel pracy wytknięty niemalnie w zasadach własnych i warunkach tejże pracy, zawiązują ZWIĄZEK NARODOWY POLSKI.

Zasady.

W podstawie pracy, tworzącej się pod powyższem hasłem, organizacji leży zasada niepodległej i zjednoczonej Polski od Karpat do Bałtyku, z wolnym dostępem do morza, z Wisłą polską od źródła do ujścia. Przytem, czując się zawsze w braterskim związku z narodami, które tworzyły wraz z nami Rzeczpospolitą, przyznajemy im prawa do narodowego bytu, dając zarazem do odnowienia przymierza z nimi na podstawie wzajemnego uznania praw. W dżenieach tych wreszcie wszystko, co wkracza w dziedzinę przyszłego ustroju wewnętrznego państwa i społeczeństwa niepodległej i zjednoczonej Polski, uznajemy za sprawę, której rozstrzygnięcie spoczywa jedynie w rękach samego narodu polskiego zapomocą przyszłej Konstytuanty, zgromadzonej na podstawach najszerzej demokratycznych.

Cel.

Celem na tych zasadach zawiązanego Związku Narodowego Polskiego jest :

§ 3) Zgromadzenie Polaków na obyczynie dla pracy nad urzeczywistnieniem niepodległej i zjednoczonej Polski;

§ 4) Organizowanie pracy tej w związku z interesem Polski, jako czynnika międzynarodowego, a więc łącząc, wedle możliwości, wszystkich Polaków bez różnicy płci, wyznania lub pochodzenia w kompetentne organy dokoła wyżej wymienionego hasła.

§ 5) Zespolenie tej i tak pojednej pracy Polaków na obyczynie z dążeniami społeczeństw, które, uzuając hasło Polski niepodległej i zjednoczonej, tem samem dały nam stanąć w szeregu aliantów dla wspólnej walki aż do zwycięstwa wspólnego programu.

§ 8) Kandydata na zwykłego członka przedstawiają dwaj rzeczywiści członkowie do przyjęcia Zarządu.

§ 20) Filie Związku z prowincji, liczące conajmniej 20 członków, mogą przysłać swego delegata do Paryża, który ma prawo uczestniczyć w obradach i uchwałach Zarządu z pełnym głosem.

§ 21) Każdy członek opłaca 5 fr. wpisowego i 5 fr. rocznej składki.

§ 28) Głosowanie za pomocą korespondencji jest przyjęte lecz tylko dla członków mieszkających na prowincji.

Podpisali oprócz wymienionych już akt założenia :

Maksymilian Hertel, S. Bornstein, Urbach, Leon Rapaport i Dr. Henryk Gierszyński.

Zarząd :

Ferdynand Doliński, prezes.

Antoni Potocki, wiceprezes.

Jan Dereziński, sekretarz.

Stanisław Piestrak, skarbnik.

Iza Zielińska

Antoni Szawlak } radni.

Bronisław Rotsztat } radni.

Komisja Rewizyjna :

Jan Budkiewicz.

S. Bornstein.

Ignacy Hegner.

Listy i przesyłki należy adresować :

WP. Stanisław Piestrak,
156, boulevard Malesherbes, Paris XVII^e.

N. B. Ustawy będą wysyłane każdemu, kto się po nie zgłosi.

Ciekawe wrażenia z rosyjskiego frontu.

Dnia 21 maja odbył się w Moskwie zjazd przedstawicieli Związku Wojskowych Polaków okręgu moskiewskiego, celem wybrania delegatów na zjazd ogólny w Piotrogrodzie. Na zjeździe tym por. Marciniuk, niedawno przybyły z frontu, opowiadał o bardzo ciekawych faktach, których był świadkiem. Oto jego wrażenia :

« W okresie najgorętszego « bratania » się Niemcy zapytali, czy mogą przysiąć parlamentariuszy. General Dragomirov, dowodzący 5-a armią przystał na to i następnego dnia przybyli do okopów rosyjskich oficerowie niemieccy. Zanim załatwiono zwykłe formalności przed odstaniem ich do sztabu, parlamentariusze rozmawiali z oficerami rosyjskimi, a nie przypuszczając, że między nimi są Polacy, mówili szczerze.

« Celem Niemców jest separatywny pokój z Rosją. Z Rządem Tymczasowym nie uważa oni za stosowne pertraktować, mniemając, że armia daleko więcej znaczy i ma wiele głos.

« Zapytano o warunki pokoju, odpowiedzieli :

« Belgia musi być niemiecka. Co do kontrybucji to jakoś się pogodzimy — Rosja jest biedna, ale za wszystko zapłaci Anglia. Jeżeli trzeba będzie jeszcze poczynić Rosji jakieś ustępstwa — to przecież są ziemie polskie, które można odpowiednio podzielić. Polska za rządów carowskich była uciskaną, to też uwolniliśmy ją, teraz



jednak, wobec rewolucji w Rosji, rzecz się przedstawia inaczej i nie mamy żadnych zobowiązań.

« Zaprowadzeni do gen. Dragomirowa parlamentarzyści rozmawiali z nim publicznie przez tłumacza, przycięci powtórzyli uprzednio myli dodając, że ziem polskich wezmą Niemcy — kaliskie, piotrkowskie, płockie i tomczyńskie.

« W dalszym ciągu mówca opowiadał, że w okresie « bratania » się czasem przedstawiali się do okopów rosyjskich żołnierze poznajacycy, najczęściej z myślą niewracania do « swoich ». Dwu takich gości przyszło do okopów przed 2 tygodniami i w rozmowie z porucznikiem M. zeznali, że wojsko niemieckie zaczyna cierpieć głód z powodu przerw w transportach. Dawniej po ciągi żywiołowe przychodziły codzień, teraz raz na kilka dni, przyczem żołnierze poznajacycy podkreślili, że to Polacy utrudniają transporty przez psucie linii kolejowych.

« Tam się zaczęta partyzancka » powiedział jeden z nich. Cała Polska czeka armii polskiej. »

S. P. CZESŁAW KARPIŃSKI

(Ur. 23 listopada 1863, zm. 9 czerwca 1917)

W Piotrogrodzie zgasł poseł Karpiński. Zgon ten okrywa żałobą i najszczerszym smutkiem tych wszystkich, którzy na niwie polskiej pracy społecznej mieli sposobność razem z nim pracować. A działalność ta była bardzo wieloraka, bo gdziekolwiek społeczeństwo potrzebowało pracy bezinteresowej, pełnej poświęcenia i bezstronności, tam s. p. Karpiński był zawsze w pierwszym szeregu.

Nadwątłone jego zdrowie ostatecznie zmogła wyteżona działalność ratownicza wśród wygnanów.

Zmarły znany był Polakom piotrogrodzkim przedewszystkiem, jako prezes Komitetu Oddziału miejscowego P. T. P. O. W.

Ale ukochana dlań placówkę, którą do życia powołał, stanowiły wydział opieki nad dziećmi.

Te « dzieci narodu polskiego » naprawdę były najbliższe jego szlachetnemu sercu i praca ta opromieniała mu ciężkie przeżycia lat ostatnich, których los mu nie szczędził.

Móże mało o kim tak niesłusznie da się powiedzieć, iż zgasł, bo właśnie zmarły należał do szeregu Polaków, których życie w perspektywie nabiera coraz większego blasku.

Właściwą strategię, jaką spada na społeczeństwo z chwilą zgonu posła Karpińskiego — ocenić się da dopiero tam, przy robocie na tej ziemi, dla której zmarły tyle lat przepracował.

W ostatnich czasach do bliższych swoich przyjaciół mawiał nierzaz, że czuje, iż nie wróci do swego umiłowanego Andrzejowa na Podlasiu, w który włożył najlepsze swoje siły, pracując nie tylko na roli ale również, jeżeli nie przedewszystkiem, na niwie oświaty ludowej.

Zmarły był jednym z tych, których już nie zrozumie młodsze pokolenie, przeczułone, lub z nerwami zanadto przytępionem.

Poseł Karpiński ze swoją subtelnością i wyjątkową delikatnością uczuć, umiał zachować morską jednolitość, dla której niema różnicy między słowem a czynem.

Gdy był jeszcze studentem Politechniki Ryskiej, w gronie jego kolegów, zapadło postanowienie, by za najpiękniejszą potrzebę kraju uznać pracę nad ludem. Natychmiast wszyscy z tego grona, zamiast jechać na wakacje, według własnego upodobania, porozjeżdżali się dla objęcia placówek społecznych, co było początkiem późniejszej, tak rozwijającej w Polsce działalności oświatowej.

Ille zmarły pozakładał zrzeszeń ludowych w Chełmszczyźnie za czasów największych w tej mierze represji, ille zdziałał dla podtrzymywania polskości wśród tamtejszych unitów, nie bacząc nigdy na osobiste bezpieczeństwo, wiedząc, iż, którzy go w tej pracy popierali!

NEKROLOGIA

† W Winnicy, na Podolu, zmarł zasłużony obywatel s. p. August Zamoyski z Różanki.

Zmarły był jednym z pierwszych, który podniósł w Królestwie Polskim sprawę zabezpieczenia losu pracowników rolnych i zastosował je w rozległych swych właściach.

Obszerna polać nieszczęsnej ziemi Chełmskiej, dzięki Jego staraniom, wyrosła na państwo w państwie, w którym odpierał ataki wymierzone celem rusyfikowania i chronił nie jedną duszę od przymusowej zmiany wyznania.

Różanka słynie nie tylko z wzorowego urządzenia rolnego i zawodowych obów i stajen ale z iście ojcowskich administracji.

KRONIKA PARYSKA

Nowości wydawnicze.

W księgarni Fischbachera w Paryżu wyszła z przedmową profesora Richeta praca p. t. « L'Effort Vital » a będąca dziełem spółki autorskiej pp. Magdaleny Noir-Bojemskiej i p. Zygmunta L. Zaleskiego.

Szczegółowe sprawozdanie zamieścimy w części francuskiej « Polonii ».

Uroczystość w Sorbonie.

Dzień Polski w Sorbonie udał się znakomicie. Wówczas dobrani byli doskonale i swymi względnie śmialemi wypowiedziami się, porwali publiczność francuską i polską. P. Bracke mówił może najwyraźniej, na co mu zresztą pozwalała jego przynależność partyjna. P. Denys Cochin, sekretarz ministerium spraw zagranicznych, dowiedzi się wielkiej kultury umysłowej i nadzwyczajnego « esprit », jaki mu jest właściwy. Kiedy na zakończenie p. Stephen l'ichon wygłosił, że od dziś « odbudowanie niepodległego Państwa Polskiego, podobnie jak powrót Alsacji i Lotaryngii do Francji, są pierwszemi z celów wojny dla Aljantów », burza oklasków zerwała się na sali. Szkoda jeno, że słów podobnych nie wygłosił p. Denys Cochin.

Popołudnie Artystyczno-Literackie.

W Niedzielę, 15 Lipca o godz. 4 pp. w lokalu Tow. Art. Polskich (164, boulevard du Montparnasse), odbędzie się popołudnie artystyczno-literackie z laskawym udziałem w części literackiej: Pani Marji Kasterskiej, P.P. Jana Mieczysławskiego i Leopolda Zborowskiego; w części muzyczno-wokalnej: P.P. Maestra Amadei i artysty Alfreda Lubelskiego. Goście będą mile widziani.

Osobiste.

Panna Joanna Braumanówna, córka d-ra J. Braumana, ukończyła pomyślnie, zeszłego tygodnia, egzaminę w Sorbonie i otrzymała dyplom « bacalauréat » Winszujemy serdecznie naszej rodaczce tego sukcesu.

Pan Stefan Zabłocki, był wolontariuszem w 4-m pułku strzelców konnych, powrócił do Paryża, przyjeżdżając z Nancy, po złożeniu ostatecznych egzaminów w tamtejszej politechnice. P. Zabłocki uzyskał dyplom inżyniera chemika.

Wiadomości żołnierskie.

Ostatnio przyjechali na siedmiodniowy urlop do Paryża żołnierze-wolontariusze: Jamroz, Siwiński, Bronisz, Mondzajn, Berwiński, Wielowiejski i Szyroki.

Wrażenia naszych wojaków są niezbyt wesołe gdyż spędzili oni kilkanaście dni w nowo-zdobitych szańcach na sławnej « chemin des Dames ». Wszyscy oczekują z niecierpliwością przeniesienia ich do obozu Armii Polskiej w Sillé-le-Guillaume, albowiem spędzą przynajmniej czas jakiś w spokoju i beztrouce.

Wolontariusz Prażmowski został podniesiony do stopnia podporucznika. Poprzednio był sierżantem.

Były wolontariusz, Jerzy Rządkowski, zreformowany na skutek ciężkiej rany w nogę otrzymanej podczas pamiętnej bitwy pod Arras, 9 maja, zaślubił dnia 12 lipca pannę Martę Vergoin z Ljonus.

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratatorzy **POLONII**, abonament których skończył się z dniem pierwszym lipca proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

VITTEL GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
ARTRETYZM — SKLEROZE
REUMATYZM — PODAGRE

Książki polskie, nowe i używane, różnych treści, nabywa Administracja « Polonii ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPUJE: PEREY, — DROGIE KAMIENIE
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —
PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62
Teléph: CENTRAL, 80-10
MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

• **FUTRA — WYROBY FUTRZANE** •
REPARACJE — PRZERÓBKИ

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCEL BARASZ

wydawnictwo kart pocztowych, bromowych — studjów akademickich; próby wysyła za zaliczeniem.
88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

WIELKIE ZAKŁADY OGRODNICZE

(Właściciel: **Edm. DENIZOT**)

polecają:

WSZELKIE DRZEWIA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i opłatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX
(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Greneta — PARIS

Librairie GARNIER Frères
6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Stownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e. 2 fr.

Stownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e. 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane. 4 fr. 50 cent.

Wysyka pocztą za dopłatą 10 0/0.

Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.